

Maître d'ouvrage

**Direction Interdépartementale
des Routes Nord**



**MINISTÈRE
DE L'AMÉNAGEMENT
DU TERRITOIRE ET
DE LA DÉCENTRALISATION**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**A1 PR 186+490 à 193+300 -
Renouvellement des chaussées sens
Paris-Lille**

Dossier de Consultation des Entreprises

NOTICE DE RESPECT DE L'ENVIRONNEMENT

Annexe n°3 au Cahier des Clauses
Techniques Particulières

Maître d'œuvre

Service d'Ingénierie Routière Ouest
Immeuble Métroport
10 place Salvador Allende
CS 40424
59 664 Villeneuve d'Ascq cedex
Téléphone 03.20.43.71.71

Indice :Oc

Fichier : \\10.231.128.11\\sir\\Operations\\A1PR187a193ParisLille\\3DCE2025\\05 Projet De DCE\\5.3 pièces techniques\\v1_AprèsRelectureGV\\NRE\\DCE 2025 - A1 DC - NRE_v0c.odt

Table des matières

1. Préambule.....	3
2. Présentation des enjeux environnementaux et des principales exigences.....	5
2.1 Eaux superficielles et souterraines.....	5
2.1.1 Description de l'environnement.....	5
2.1.2 Les exigences en matière d'environnement.....	6
2.2 milieux naturels et paysages / Patrimoine et archéologie.....	9
2.2.1 Description de l'environnement.....	9
2.2.2 Les exigences en matière d'environnement.....	12
2.3 Milieux humain et santé publique.....	15
2.3.1 Description de l'environnement.....	15
2.3.2 Les exigences en matière d'environnement.....	15
2.4 Gestion des déchets – Document spécifique SOSED (Schéma d'Organisation et de Suivi de l'Organisation des Déchets).....	20
2.4.1 Description de l'environnement.....	23
2.4.2 Les exigences en matière d'environnement.....	24
3. Engagements des partenaires.....	27
3.1 Engagements du Maître d'Ouvrage.....	27
3.2 Engagements du Maître d'œuvre.....	27
3.3 Engagements du titulaire	27
3.4 Points d'arrêts Environnementaux.....	28
4. Démarche Assurance Environnementale en phase travaux.....	29
4.1 Mode opératoire.....	29
4.2 Élaboration et contenu du SOPRE.....	30
4.3 Élaboration du PRE.....	34
4.3.1 Dispositions générales.....	34
4.3.2 Outils de suivi du PRE pendant la phase travaux.....	34
5. Fiches de suivi de la Démarche Assurance Environnementale.....	36

1. PRÉAMBULE

La rédaction séparée de ce document a pour but de rassembler les éléments essentiels à l'établissement, au suivi ainsi qu'au contrôle des aspects environnementaux au cours de l'exécution des travaux, objet du présent marché, et s'inscrit dans une **Démarche Assurance Environnementale en phase Travaux**.

Il récapitule l'ensemble des éléments nécessaires aux entreprises, pour la compréhension des demandes et exigences environnementales spécifiques à la phase travaux. Il doit inciter également les entreprises à mettre en place une démarche volontaire, sur quelques points particuliers, pour le respect de l'environnement en phase chantier sur cette opération.

L'intégration des enjeux environnementaux dans l'élaboration du projet, objet du présent marché, a été prise en compte par le maître d'ouvrage dans les études antérieures. Les objectifs généraux en matière d'environnement doivent être respectés pendant la phase travaux. C'est l'objet des prescriptions qui suivent.

L'objectif de la **démarche Assurance Environnementale en phase Travaux** est :

- d'une part de **réduire le plus possible les diverses nuisances engendrées par les chantiers** ;
- d'autre part, de **préserver l'équilibre écologique et les ressources naturelles**.

Le maître d'œuvre s'assure du respect des prescriptions techniques, regroupées dans la présente Notice de Respect de l'Environnement, par l'entreprise.

Ce document définit les prescriptions environnementales liées au chantier que les entreprises doivent respecter.

Les aspects environnementaux traités sont :

- Les eaux superficielles et souterraines ;
- Les milieux naturels et les paysages / le patrimoine et l'archéologie ;
- Les milieux humains et la santé publique ;
- La gestion des déchets.

Le titulaire doit répondre, ligne par ligne, au bordereau des prix unitaires (BPU) et au détail estimatif (DE) en prenant en compte les données environnementales du chantier.

Afin de les préciser, elles sont reprises dans le présent document pour bien mettre en évidence les impératifs environnementaux ainsi que les textes en vigueur à respecter.

Selon le niveau de protection, il est demandé à l'entreprise de détailler les solutions envisagées pour respecter les textes en vigueur et les impératifs environnementaux.

Ainsi, les objectifs environnementaux étant clairement détaillés dans la Notice de Respect de l'Environnement et notamment concernant la gestion des déchets, l'entreprise peut calculer au plus juste le coût induit et préciser clairement les hypothèses prises lors de l'étude.

Le titulaire établit ses prix en tenant compte des prescriptions environnementales décrites dans la Notice de Respect de l'Environnement selon les modalités et hypothèses :

- qu'elle décrit dans le SOPRE - Schéma Organisationnel du Plan de Respect de l'Environnement joint dans sa remise d'offre ;

- qu'elle précise dans le PRE - Plan du Respect de l'Environnement élaboré pendant la période de préparation.

L'attention du titulaire est attirée sur les textes réglementaires concernant la protection de l'environnement, notamment :

- le code de l'environnement et en particulier :
 - Livre II : Milieux physiques
 - Titre 1^{er} : Eaux et milieux aquatiques et marins
 - Titre II : Air et atmosphère
 - Livre III : Espaces naturels
 - Titre III : Parcs et réserves
 - Titre IV : Sites
 - Titre V : Paysages
 - Livre IV : Patrimoine naturel
 - Titre 1^{er} : Protection du patrimoine naturel
 - Livre V : Prévention des pollutions, des risques et des nuisances
 - Titre IV : Déchets
 - Titre VI : Préventions des risques naturels
 - Titre VII : Prévention de la pollution sonore.
- le code rural et de la pêche maritime ;
- le code de la santé publique.

À la remise de son offre, l'entreprise répond au travers de son SOPRE (dont le cadre proposé est détaillé dans le 4.2), par une démarche volontaire, aux exigences en matières d'environnements concernant :

- Eaux superficielles et souterraines ;
- Milieux naturels et paysages / Patrimoine et Archéologie ;
- Milieux humain et santé publique ;
- Gestion des déchets.

Elle précise également sa démarche relative aux exigences en matière d'environnement Milieux humain et santé publique volet DÉCHETS au travers du document spécifique SOSED intégré au SOPRE.

Elle détaille l'ensemble de ces éléments dans le SOPRE et les synthétise dans les fiches (1 et 2).

Fiches :

- Plan de respect de l'environnement (PRE), incluant la gestion des déchets de chantier ;
- Plan de contrôle de l'entreprise - Application du PRE sur le chantier.

Une « Fiche MOE de suivi environnemental sur le chantier - application du PRE » permettra à la maîtrise d'œuvre de suivre la démarche environnementale au cours des travaux.

2. PRÉSENTATION DES ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX ET DES PRINCIPALES EXIGENCES

2.1 EAUX SUPERFICIELLES ET SOUTERRAINES

2.1.1 DESCRIPTION DE L'ENVIRONNEMENT

• Eaux superficielles

Sur la section concernée, l'autoroute A1 franchit le canal de la Deûle au niveau de la commune d'Hénin-Beaumont, entre les PR 189+200 et 189+300 dans le sens Paris vers Lille. Toutefois, aucun rétablissement hydraulique n'est nécessaire.

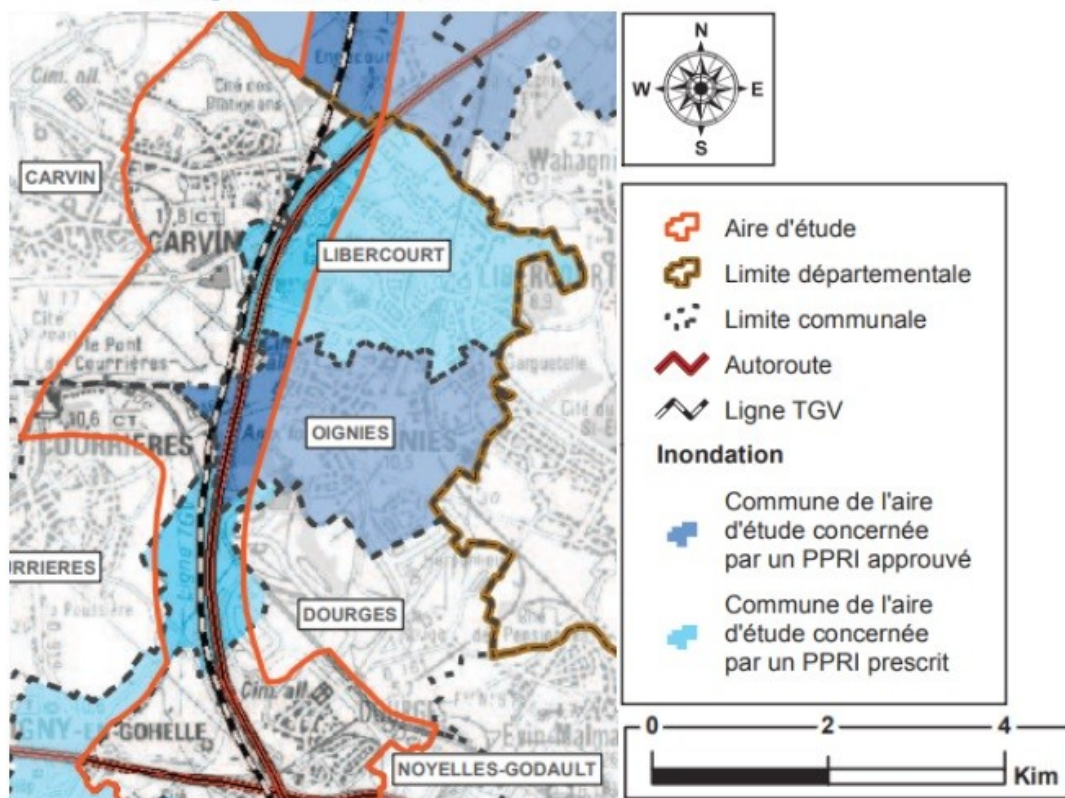
Les enjeux liés aux eaux superficielles sont donc considérés comme faibles.

Crues

Dans le secteur étudié, on distingue 3 types d'inondations, par :

- Débordement d'un cours d'eau,
- Remontée de la nappe phréatique,
- Ruissellement pluvial renforcé par l'imperméabilisation des sols et les pratiques culturales limitant l'infiltration des précipitations.

RISQUE INONDATION



Au sein des communes concernées par l'aire d'étude, plusieurs PPRI sont recensés :

- Le PPRI d'Oignies approuvé le 31 décembre 2010, compte tenu des risques d'inondations par ruissellement et coulée de boue ;
- Le PPRI d'Hénin-Beaumont, prescrit le 30 octobre 2001, au regard des risques d'inondations par ruissellement et coulée de boue, mais également par remontées de nappe naturelles ;
- Le PPRI de Libercourt, prescrit le 29 janvier 2001, et concernant les risques d'inondations par remontées de nappe naturelles.

Le DDRM (Dossier Départemental des Risques Majeurs) du Pas-de-Calais, précise également que les communes de Dourges et Carvin sont concernées par un risque d'inondation, par ruissellement et coulée de boue. Elles ne font toutefois pas l'objet d'un PPRI, qu'il soit approuvé ou prescrit.

• **Eaux souterraines**

Dans la zone des travaux, la masse d'eau souterraine correspond essentiellement à la nappe d'eau contenue dans l'aquifère crayeux du bassin versant souterrain de la Deûle.

L'écoulement naturel de la nappe de la craie s'effectue globalement du sud-ouest vers le nord-est.

Les captages à la Craie du sud de ce bassin ont des productivités en général plus faibles, et les zones de captages sont alors plus disséminées.

Il existe sur la zone de travaux des secteurs où la nappe de la craie est jugée fortement vulnérable. Toutefois, les travaux ne comprennent aucuns terrassements sur la plate-forme autoroutière. Les risques de pollution de la nappe sont donc considérés comme mineurs.

Aucun périmètre de protection captage AEP ne concerne directement le projet.

Les enjeux liés aux eaux souterraines sont donc considérés comme faibles.

2.1.2 LES EXIGENCES EN MATIÈRE D'ENVIRONNEMENT

Il n'a pas été identifié d'enjeux majeurs dans le domaine des « eaux superficielles et souterraines ».

Les exigences en matière d'environnement à respecter découlent des textes réglementaires (code de l'environnement et plus particulièrement du Livre II : Milieux physiques - Titre Ier : Eau et milieux aquatiques et marins - Articles L210-1 et suivants et Articles R211-1 et suivants).

Le titulaire, au travers de sa démarche volontaire devra détailler les éléments qu'elle compte mettre en place pour répondre au minimum aux exigences / prescriptions suivantes :

• **Assainissement provisoire de chantier :**

- Si les eaux de ruissellement ne peuvent être évacuées vers les dispositifs d'assainissement existant, un assainissement provisoire sera mis en place durant la phase chantier. Cet assainissement aura pour but d'éviter tout risque de pollution pour les eaux souterraines et superficielles .

Il s'agira de prévoir si nécessaire des fossés provisoires ainsi que des filtres.

Ces dispositifs pourront être complétés de mesures simples:

- défricher et décaper le strict minimum nécessaire pendant le temps le plus court possible,
- briser la vitesse de l'eau de ruissellement afin de diminuer l'arrachement des particules du sol,
- procéder à l'engazonnement progressif des talus.
- Aucun rejet d'eaux de chantier ne peut être effectué directement dans le milieu naturel ;
- Si des travaux de terrassements s'avéraient nécessaires, des fossés et bassins devront être creusés dès le début du chantier afin de recevoir les eaux de ruissellement très turbides issues des terrains mis à nu avant qu'elles n'atteignent le milieu naturel (l'entreprise précisera son phasage et l'ordre de réalisation des travaux). De plus, tout système sera mis en place pour arrêter les fines en suspension par l'utilisation de systèmes même rustiques, tels les filtres à paille (...) dans les fossés préalablement creusés.

Une fois mis en place, l'assainissement provisoire fera l'objet d'un point d'arrêt. Il pourra être assorti de pénalités de la part du maître d'œuvre après constatation de manques par rapport aux prescriptions de la présente NRE.

• **Aires de stockage, parkings, hydrocarbures :**

- Les aires de stationnement, de stockage (produits dangereux), les zones d'entretien, de lavage des véhicules, de distribution de carburants sont protégées temporairement par la mise en œuvre de dispositifs « étanches » afin d'éviter toute pollution de la nappe. Des fossés de ceinture permettent de récupérer les eaux de ruissellement et des bassins de décantation seront prévus à l'aval, avant infiltration dans le milieu naturel;
- Des mesures simples permettront d'éviter des pollutions accidentelles :
 - bacs de rétention pour le stockage des hydrocarbures et produits dangereux, prévoir des produits absorbants à proximité de ces zones,
 - en cas de fuite de fuel ou d'huile, les matériaux souillés seront évacués vers des décharges agréées,
 - tris et enlèvements des emballages usagés,
 - création de fossés étanches autour des installations pour contenir les déversements accidentels.
- Les zones de dépôts provisoires de produits de démolition de béton, de maçonnerie et de fraisats seront imperméabilisées, drainées et, si les eaux de ruissellement ne peuvent être évacuées vers les dispositifs d'assainissement existant, alors ils seront décantés pour limiter les rejets de matières en suspension et de résidus hydrocarbonés (cas des fraisats) avant rejet dans le milieu naturel.
- La vidange des toupies béton est interdite sur site. Les dispositions permettant la vidange et le nettoyage en toute sécurité pour l'environnement des toupies bétons sur le chantier (bassin de décantation étanche + gestion des eaux) sont fournies dans le PRE.

- **Rejets de base de vie :**

- Lors de la réalisation l'assainissement de la base de vie, une attention particulière sera portée sur les pentes qui devront permettre l'évacuation de toutes les eaux, ainsi que leur recueil afin d'éviter tout risque de pollution pour les eaux souterraines notamment et tout risque d'inondation.
- Limiter les pollutions domestiques au maximum par des installations conformes aux normes et le respect strict des règlements (fosse septique pour les sanitaires, ...)

- **Terrassements :**

- Toutes les précautions sont prises pour éviter la pollution des eaux superficielles et souterraines à proximité de la zone des travaux.
- Il conviendra d'éviter tout risque de déstabilisation des bords de fossés existants.

- **Pollution accidentelle :**

- Le titulaire établit un schéma d'intervention pour prévenir la pollution accidentelle, détaillant la procédure à suivre en cas de pollution grave et les moyens d'intervention du titulaire en cas d'incident (évacuation du matériel ou matériau à l'origine de la pollution, mise en place de produits absorbants, curage des sols...). Ce schéma est consultable et visible à tout moment et tout le personnel sur le chantier doit en avoir pris connaissance ;
- En cas de fuite de fuel ou d'huile, les matériaux souillés sont évacués vers les lieux de traitements agréés ;
- Toutes les précautions sont prises pour éviter la pollution des eaux superficielles et souterraines à proximité de la zone des travaux.

- **Eaux souterraines et superficielles :**

- Aucun prélèvement d'eau dans la nappe phréatique et dans les cours d'eau n'est autorisé.

- **Emprises boisées :**

- Évitement maximum du défrichement et du décapage des surfaces non nécessaires aux travaux, pour éviter le comblement des fossés et ruisseaux, sur l'ensemble de l'emprise ;
- Prévoir la revégétalisation des terrains dans les emprises concernées par les travaux ;
- Après débroussaillage préalable de la végétation, les souches sont laissées en place pour permettre une reprise rapide après travaux, dès le printemps.

- **Crue :**

- Le titulaire fournit au maître d'œuvre un plan d'actions en cas de crue lors de la phase préparatoire de chantier ;

- En cas de crue, l'ensemble des éléments provisoires à proximité des cours d'eau doivent être retirés afin de limiter au maximum les rejets dans le cours d'eau ;
- Le titulaire doit donc garantir une capacité d'intervention rapide de jour comme de nuit afin d'assurer le repliement des installations du chantier en cas de crue consécutive à un orage ou un phénomène pluvieux de forte amplitude.

Les dispositifs mis en place peuvent être soumis, en fonction de la réglementation en vigueur, à l'approbation des services compétents (protection civile, DDT(M) – Direction Départementale des Territoires (et de la Mer), DREAL – Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement, ARS – Agence Régionale de Santé,...).

Au travers du SOPRE, le titulaire détaille pour chaque exigence les mesures qu'il mettra en place.

Au sein de l'entreprise, un responsable de la prévention des risques environnementaux est désigné et présent tout au long du chantier.

Toutes les prestations engendrées pour assurer la protection des eaux superficielles et souterraines sont à la charge du titulaire du marché, notamment tous les frais en cas de pollution : confinement, décapage des terrains pollués, évacuation des terres polluées vers un centre de traitement ou de stockage des déchets, remise en état du milieu naturel. Sont également comprises les taxes et frais divers pour la prise en charge et le traitement des déchets ainsi que pour le suivi administratif des déchets.

2.2 MILIEUX NATURELS ET PAYSAGES / PATRIMOINE ET ARCHÉOLOGIE

2.2.1 DESCRIPTION DE L'ENVIRONNEMENT

• Milieux naturels

La zone de travaux intercepte le périmètre de deux ZNIEFF de type I : Le Marais et Terril de Oignies et l'Étang Bois d'Épinoy.

• « Le Marais et Terril de Oignies » (N° régional : 243)

C'est un espace protégé de 203 ha, situé sur la commune de Oignies, il est constitué de deux terrils principaux (110, 116-117) reliés par un important réseau de cheminements ouverts au public.

Cet ensemble écologique très riche abrite une diversité floristique et phytocénotique typique des terrils de la région. Concernant la faune, la ZNIEFF abrite plusieurs espèces d'insectes et de batraciens. On y trouve également le Lézard des murailles (*Podarcis muralis*) ainsi que la Pipistrelle de Nathusius (*Pipistrellus nathusii*), classée NT (quasi menacée) sur la liste rouge des espèces menacées en France.

L'avifaune est quant à elle représentée par le Phragmite des joncs (*Acrocephalus schoenobaenus*), le Canard Souchet (*Anas clypeata*) et le Busard des roseaux (*Circus aeruginosus*), classé vulnérable sur la liste rouge des espèces menacées en France.



• **« Étang et bois d'Epinoy » (N° régional :168).**

Ce site est caractérisé par un paysage en partie artificiel, d'origine minière, et aux terrains plus ou moins instables. Les éléments les plus marquants du paysage sont le terril 115 (terril de Libercourt), le terril de Carvin et l'étang d'affaissement minier. La flore est assez diversifiée hébergeant tout un cortège d'espèces considérées comme assez rares à peu communes à l'échelle régionale. Neuf espèces déterminantes de faune ont été observées dans cette ZNIEFF constituée d'une mosaïque d'habitats variés. Parmi les Amphibiens présents sur le site, l'Alyte accoucheur et le Crapaud calamite, ils sont tous deux identifiés comme étant peu communs dans la région (GODIN, 2003).

Les travaux étant limités à l'emprise de la route, ces sites ne seront que faiblement impactés.



Les secteurs concernés par les ZNIEFF devront être néanmoins considérés comme des milieux écologiquement sensibles. Les mesures environnementales mises en place durant les travaux seront donc adaptées à ce contexte.

- **Paysages**

Les milieux traversés par l'autoroute A1 correspondent essentiellement à des zones d'activités ou industrielles, ainsi que quelques terrains agricoles. Toutefois l'habitat jouxte l'autoroute A1 au niveau de la commune de Dourges.

La zone de travaux ne présente donc pas d'enjeux majeurs pour la thématique « Paysage ».

- **Patrimoine et archéologie**

Aucun périmètre de protection d'un monument historique n'interfère avec le projet.

Les milieux traversés par l'autoroute A1 correspondent principalement à des zones d'activités industrielles ou des milieux agricoles ne présentant pas d'intérêt patrimonial et archéologique.

2.2.2 LES EXIGENCES EN MATIÈRE D'ENVIRONNEMENT

Il n'a pas été identifié d'enjeux majeurs dans les domaines « Paysage - patrimoine et archéologie ».

Seuls les secteurs concernés par les ZNIEFF doivent être considérés comme sensibles. Les exigences en matière d'environnement, découlent des textes réglementaires (code de l'environnement et plus particulièrement du Livre III : Espaces naturels).

Des mesures simples, permettront de limiter au maximum les effets négatifs des travaux sur la faune et la flore en place.

Il est demandé à l'entreprise de détailler, pour les éléments suivants, les réponses environnementales qu'elle mettra en œuvre :

- **Dépôts provisoires :**

- Les aires de stockage et dépôts provisoires sont prioritairement installés sur l'emprise du projet afin de limiter les occupations temporaires et la pollution visuelle ;
- Les zones de dépôts définitifs rendues nécessaires par les travaux sont en priorité recherchées dans les délaissés, et ne peuvent pas être implantées dans les zones boisées (dépôts définitifs en forêt interdits), en particulier au sein des ZNIEFF ;
- Le positionnement des installations de chantier (en dehors des secteurs à fortes contraintes biologiques) est proposée par le titulaire et soumis à la validation du maître d'œuvre.

- **Installations de chantier - plan de circulation :**

- La localisation des installations de chantier (situées en dehors des secteurs à fortes contraintes biologiques) est proposée par le titulaire (prise en compte des installations classées) et validée en collaboration avec le maître d'œuvre et les communes concernées ;
- Au droit des accès de chantier, des aires de lavage de véhicules (roues et bas de caisse principalement) sont installées afin de limiter la présence de boues sur les voies ouvertes à la circulation ;
- Un plan de circulation et de balisage du chantier est établi avec les autorités locales et en coordination avec les entreprises afin d'éviter les risques de perturbation du trafic local et les nuisances pour les zones traversées d'une part et de délimiter les espaces sensibles d'autre part ;
- À chaque accès au chantier, le titulaire doit installer des panneaux « CHANTIER INTERDIT AU PUBLIC ». Les accès doivent être obligatoirement fermés par les soins du titulaire lors des périodes de non activité du chantier quel qu'en soit la nature.

- **Propreté du chantier :**

- Le repli du matériel, le démontage des locaux provisoires et le nettoyage des différents chantiers sont organisés par les entreprises à la fin du chantier ;

- Les entreprises ont à leur charge l'entretien des abords du chantier et le nettoyage de la voirie attenante ;
- Elles assurent leur fonctionnement sanitaire ainsi que le nettoyage des zones de chantier ;
- L'attention du titulaire est attirée sur les contraintes de sécurité des usagers circulant sur les voies publiques bordant le chantier. Toutes les mesures sont prises par le titulaire pour assurer la propreté permanente des voies publiques bordant le chantier. Un soin particulier est demandé pour le nettoyage des voies attenantes, de plus, la remise en état des lieux en fin de travaux comporte un nettoyage général des emprises et des zones d'occupations temporaires ;
- À la remise en état des lieux, tous les déchets, matériels ou matériaux sans emploi (chute de ferraille ou de coffrage, bidons, pneus, sacs de ciment, fonds de malaxeurs, etc.) sont ramassés et évacués en dépôt définitif quelles que soient les difficultés d'accès pour leur récupération dans le respect de la législation et des dispositions prises dans le SOSED ;
- La remise en état des lieux et le nettoyage général sont inclus dans le prix d'installation de chantier.

● **Protection faune - flore - agriculture :**

Les impacts sur la faune et la flore sont **limités** par :

- Un état des lieux de la faune et de la flore sera réalisé avant et après l'exécution des travaux, notamment dans les secteurs concernés par les ZNIEFF. L'état des lieux initial sera réalisé lors de la période de préparation et contradictoirement avec le maître d'œuvre ;
- Protection des zones boisées: limiter le déboisement à la seule emprise technique du projet afin de préserver le milieu forestier et les espèces végétales en périphérie. Éviter tout déboisement en période de nidification de l'avifaune (mars à août). De plus, une revégétalisation la plus précoce possible de toutes les surfaces est à mettre en place.;
- Protection des zones agricoles: mise en place et réalisation d'un piquetage contradictoire préalable de l'emprise technique ;
- Protection des espaces naturels d'intérêt écologique: le terrain sera balisé par l'entreprise pour délimiter l'emprise des deux ZNIEFF. En cas de travaux, pendant la période de reproduction (soit sur la période allant de février à août), l'entreprise portera une attention particulière, aux espèces d'oiseaux et d'amphibiens sensibles sur et aux abords de ces secteurs. De plus, des mesures devront être mises en place pour éviter les risques de collisions avec la faune en place;

● **Terres du chantier - Terres végétales :**

- Réutilisation optimale des matériaux de déblais en remblai grâce au respect d'un protocole précis de décapage, de tri et de stockage de la terre arable pendant la durée des travaux (proposition du protocole par le titulaire) ;
- Les terres prélevées initialement (terre végétale) sont remises en place par des moyens et méthodes appropriés pour ne pas tasser les sols recouverts et les terres étalées, afin de reconstituer la couche initialement prélevée à l'identique ;

- La circulation des engins d'approvisionnement est interdite sur les terres régaliées. Un état des lieux en présence du titulaire est effectué ;
- La terre végétale sera stockée en vue de son réemploi, après avoir été purgée avec soin de tous les déchets issus des travaux d'éradication des espèces végétales exotiques envahissantes (Cf. **A.2.2.2 du CCTP du présent marché**). Le procédé est proposé par l'entreprise et validé par le MOE tout en respectant les « Prescriptions de stockage de la terre végétale en vue de son réemploi » ci-dessous.

● **Espèces exotiques envahissantes :**

- Étant donné la présence avérée d'espèces exotiques envahissantes sur la zone de chantier, le titulaire doit respecter les préconisations décrites dans le CCTP du présent marché.

● **Archéologie :**

- La zone archéologique a déjà fait l'objet de fouilles préliminaires, qui sont maintenant terminées. Cependant, en phase chantier, les impacts sont les risques de destruction d'éléments patrimoniaux intéressants. La loi du 27 septembre 1941, validée par ordonnance du 13 septembre 1945, la loi du 15 juillet 1980, le décret n° 94-422 du 27 mai 1994 et l'ordonnance n° 2004-178 du 20 février 2004 (relative au Code du patrimoine) prévoient la déclaration immédiate de toute découverte fortuite à caractère archéologique, et s'imposent donc à toute découverte de sites lors de la réalisation des travaux.

● **Réseaux :**

- Il s'agit ici de travaux de renouvellement de chaussée et d'assainissement de l'existant, n'entraînant pas de coupure de réseaux d'irrigation.

Au travers du SOPRE, le titulaire détaille pour chaque exigence les mesures qu'il mettra en place.

Par exemple en fin de journée un contrôle des abords du chantier sera effectué par l'entreprise. En cas de non respect de la propreté les dispositifs suivants seront réalisés (ramassage des déchets,...).

Le titulaire précise particulièrement, au travers d'un chapitre, d'un titre identifié ou par des procédures spécifiques dans son SOPRE ce qu'il met en œuvre concernant les procédures espèces exotiques envahissantes détaillées dans le CCTP.

Il prend notamment en compte :

- la formation de son personnel ;
- le balisage des zones infestées par les espèces exotiques envahissantes floristiques ;
- le nettoyage de véhicules (roues et bas de caisse) et du matériel (décroûtage) ;
- le traitement et le décapage des terres infestées ;

- la gestion des déchets ;
- le stockage et la reprise des terres

2.3 MILIEUX HUMAIN ET SANTÉ PUBLIQUE

2.3.1 DESCRIPTION DE L'ENVIRONNEMENT

- **Le bruit :**

Les opérations de renouvellement de chaussée concernent une autoroute existante. De plus, le trafic routier n'évoluera pas suite à la période de travaux. Ainsi, l'impact sonore engendré par ces travaux restera limité par rapport au bruit actuel résultant de la circulation automobile.

Sur la commune de Dourges, des protections phoniques ont déjà été mises en place sous forme d'écrans acoustiques ou de butte anti-bruit.

- **Les vibrations :**

La réalisation des travaux se situe à proximité de zones bâties. Il conviendra de porter une attention particulière, dans un rayon compris entre 0 et 50 mètres, sur les risques de désordre occasionnés lors des travaux de compactage au droit des habitations.

Toutefois, au vue de la circulation actuelle, l'impact est déjà important et les travaux ne devraient pas modifier considérablement la situation.

- **L'air :**

Les travaux concernent une infrastructure existante. Les milieux environnants correspondent à quelques surfaces agricoles et à des zones d'activités et/ou industrielles fréquentées par le public, ainsi que des habitations situées à une distance de moins de 100 m de l'autoroute.

Il conviendra donc d'éviter les phénomènes trop importants de pollution particulaire liés aux déplacements sur les pistes de chantiers et pendant la réalisation de certaines prestations (traitement de sol.....).

2.3.2 LES EXIGENCES EN MATIÈRE D'ENVIRONNEMENT

- **Le bruit :**

Il n'a pas été identifié d'enjeux majeurs dans le domaine « bruit ».

Du fait de la proximité d'habitations, l'attention de l'entreprise est attirée sur l'importance de limiter, conformément à la réglementation en vigueur, l'ensemble des nuisances sonores engendrées par le chantier (code de l'environnement et plus particulièrement du Titre VII : Prévention des nuisances sonores Articles L571-1 et suivants et Articles R571-1 et suivants).

Par ailleurs, les exigences en matière d'environnement découlent des textes réglementaires suivants :

- Code de l'environnement - Titre VII Prévention des nuisances sonores (Articles L571-1 à L571-10 et Articles R571-1 à R571-52) ;
- L'arrêté du 11 avril 1972 relatif à la limitation du niveau sonore des bruits aériens émis par les moteurs à explosion ou à combustion interne de certains engins de chantier, et par les moto-compresseurs ;
- La version abrogée le 16 octobre 2007 du décret 95-79 du 23 janvier 1995 et ses arrêtés d'application en date du 12 mai 1997 ;
- La directive 2005/88/CE du 14 décembre 2005 transposée en droit français par l'arrêté du 22 mai 2006 ;
- Les arrêtés préfectoraux et/ou municipaux soumettant des prescriptions particulières (article L.2213-4 du Code des Collectivités Territoriales).

De manière générale, c'est la directive 2005/88/CE du 14 décembre 2005 modifiant les articles 12 et 21 de la directive 2000/14/CE du 8 mai 2000, et son arrêté de transposition en droit français (22 mai 2006) qui s'appliquent dorénavant. L'ancienne réglementation nationale reste cependant applicable pour les matériels échappant au champ d'application de la directive (matériels mis sur le marché avant le 3 mai 2002).

L'attention du titulaire est attirée sur l'importance de limiter, conformément à la réglementation en vigueur, l'ensemble des nuisances sonores engendrées par le chantier.

Conformément à la réglementation :

- La réalisation de l'installation de chantier est définie en collaboration avec le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre et les communes concernées. Une attention particulière est portée aux zones d'habitation (accès et voies de circulation du chantier éloignés de préférence).
- Les niveaux de bruits à respecter sont, conformément à la législation :
 - pour les matériels mis sur le marché avant le 3 mai 2002 :

la limite mesurée à une distance de 7 mètres (en 4 points) et à une hauteur de 1,5 mètre selon la norme définie par l'arrêté du 11 avril 1972, à savoir :

 - camions et engins de terrassement : 80 dB (A) pour les moteurs inférieurs à 200 CV à 90 dB (A) pour les moteurs supérieurs à 500 CV.
 - compresseurs et groupes électrogènes : 85 dB (A).
 - pour les matériels mis sur le marché après le 3 mai 2002 :

les seuils fixés à l'article 5 de l'arrêté du 18 mars 2002, pour les matériels listés au même article. Les matériels listés à l'article 6 ne sont pas soumis à une valeur limite admissible mais au seul marquage du niveau de puissance acoustique garanti. Ces règles doivent être respectées par le fabricant qui a toute responsabilité sur la conformité de ses produits. La conformité des produits est établie par l'une des trois procédures d'évaluation (annexes VI, VII et VIII de l'arrêté du 18 mars 2002).

Par conséquent, il est procédé sur le chantier à la vérification de la conformité des engins par rapport à la réglementation (réglementation européenne transcrite en droit français et réglementation française). Cette vérification vise :

- la présence du marquage « CE » sur la machine ;
- la déclaration « CE » de conformité conservée par l'utilisateur, ou l'attestation de conformité pour les matériels soumis à autorisation française ;

- la notice utilisateur présentant les données techniques du matériel ;
- la mesure des niveaux de puissance acoustique des matériels mis sur le marché avant le 3 mai 2002 relevant de la réglementation nationale, en cas de doute sur la conformité d'un matériel ou lors de contrôles inopinés. Ces contrôles peuvent également être réalisés (à la charge du titulaire) en cas de problème avec le voisinage.

Conformément au code de la Santé Publique (article 1334-36), au décret n° 2017 1244 du 7 août 2017 - art. 1, l'entreprise et son personnel sont tenus aux prescriptions suivantes :

- respecter les conditions d'utilisation ou d'exploitation des matériels et équipements utilisés ;
- prendre les précautions appropriées pour limiter le bruit ;
- ne pas faire preuve d'un comportement anormalement bruyant.

Le titulaire, au travers de sa démarche volontaire, doit détailler les éléments qu'il compte mettre en place pour répondre au minimum aux exigences / prescriptions suivantes :

- informations (horaires, durée, dispositions de protection mises en place) des riverains quant aux phases les plus bruyantes du chantier ;
- adaptation des horaires de chantier aux contraintes environnantes (approuvées par le maître d'œuvre). Travaux bruyants limités dans le temps et aux heures normales de la journée ;
- sensibilisation des intervenants du chantier aux comportements bruyants à éviter (chute de matériel, alarmes de recul, cris) ;
- développement de la prévision des nuisances attendues et précision des mesures et engagements pour les limiter ;
- réglementation des zones de circulation et établissement d'un plan de circulation afin d'éviter les risques de perturbation du trafic local, de limiter les nuisances des zones traversées, et d'éviter les marches arrières des engins ;
- utilisation raisonnée des engins : entretien régulier, préférence d'engins électriques ou hydrauliques aux matériels pneumatiques, adaptation de la dimension et de la puissance de l'engin à la tâche à accomplir (utilisation de matériels de puissance suffisante limitant le régime moteur), et non fonctionnement des engins inutilement.

Les dispositifs mis en place peuvent être soumis en fonction de la réglementation en vigueur, à l'approbation des services compétents.

Au travers du SOPRE, le titulaire détaillera pour chaque exigence les mesures qu'il mettra en place.

Par exemple tous les matériels seront conformes à la réglementation en vigueur concernant les niveaux de bruit à respecter. Les fiches d'homologation seront jointes à la fiche n°1-2 « Émissions sonores ».

• Les vibrations :

Il n'a pas été identifié d'enjeux majeurs liés aux phénomènes de vibrations. Toutefois, le titulaire, au travers de sa démarche volontaire, devra détailler les propositions qu'il compte mettre en œuvre pour répondre au minimum aux exigences / prescriptions suivantes :

- ✓ Adaptation des moyens de compactage au droit des habitations ;

- ✓ Proposition des moyens de contrôle des bâtiments situés à proximité de la zone des travaux.

Au travers du SOPRE, le titulaire détaillera pour chaque exigence les mesures qu'elle mettra en place.

Par exemple par l'utilisation d'engins de compactage adaptés à la proximité des habitations ou permettant de limiter le risque de gênes et de désordres sur les habitations.

- **L'air :**

Il n'a pas été identifié d'enjeux majeurs dans le domaine de l'air.

Par ailleurs, les exigences en matière d'environnement découlent des textes réglementaires (code de l'environnement et plus particulièrement du Livre II : Milieux physiques - Titre II : Air et atmosphère articles L220-1 et suivants et articles R221-1 et suivants).

Les mesures suivantes sont à intégrer, en complément et/ou de manière à répondre aux exigences précédemment énoncées :

- **Installations de chantier :**

Le titulaire doit respecter la réglementation des installations de chantier en terme de distance vis-à-vis du bâti.

- **Pollution gaz d'échappements :**

Le titulaire doit prendre les mesures nécessaires pour limiter les gaz d'échappement même si les impacts sont localisés et de courte durée.

- **Prévention pollution (pistes) :**

- Le choix des matériels est fait afin de diminuer au maximum les pollutions supplémentaires.
- Évitement des phénomènes de pollution particulière liés aux déplacements sur pistes de chantier (par exemple en fonction des conditions climatiques en humidifiant celles-ci et éventuellement en limitant la vitesse de déplacement des véhicules de chantier).
- Le titulaire doit procéder à l'entretien et à l'arrosage fréquent et régulier de toutes les parties circulées.

- **Interdiction de brûler des déchets :**

Il est interdit de brûler les déchets afin d'éviter les émissions de fumée et de poussière.

- **Pollution terrassements (le cas échéant):**

En phase de terrassement :

- les opérations de chargement et déchargement de matériaux sont évitées par grand vent ;
- la vitesse sera limitée à 30 km/h sur les pistes des zones sensibles à la poussière ;
- l'échappement et le taux de pollution des véhicules sont conformes aux normes.

- **Pollution épandage :**

En phase d'épandage et de malaxage de liants hydrauliques (en cas de traitement sur site) :

- l'épandage par vent supérieur à 40 km/h ou lorsque le transport des particules de liants par le vent est supérieur à 50-80 m environ est proscrit ;
- la circulation sur une surface venant d'être recouverte de produit de traitement est interdite ;
- l'intervalle du temps entre l'épandage et le malaxage est limité au maximum ;
- l'épandeur est étanche afin d'éviter toute fuite durant le transport du produit ;
- l'écoulement du produit jusqu'à la sortie du doseur doit être canalisé par des jupes jusqu'à 10 cm du sol au minimum ;
- le malaxage par vent supérieur à 50 km/h ou lorsque le transport des particules de chaux ou ciment par le vent est supérieur à 50-80 m environ est proscrit ;
- les riverains situés à une distance 1200 m du chantier sont à informer ;
- les moteurs thermiques sont carénés afin de diriger les courants d'air créés par les ventilateurs et les échappements de gaz vers le haut.

◦ **Pollution centrale d'enrobage :**

Il est important de noter, que l'utilisation d'une centrale d'enrobage provisoire en phase chaussée des travaux est soumise à une procédure d'autorisation ou de déclaration au titre des installations classées pour la protection de l'environnement. Elle doit respecter les valeurs de l'arrêté et les normes de santé pour la protection des travailleurs. Elle doit de plus être implantée sur un site le plus éloigné possible des habitations.

Au travers du SOPRE, le titulaire détaille pour chaque exigence les mesures qu'il mettra en place.

Par exemple par l'arrosage des pistes de chantier ou la limitation de la vitesse des engins sur les pistes de chantier afin de réduire la dispersion de particules.

Les dispositifs mis en place peuvent être soumis en fonction de la réglementation en vigueur, à l'approbation des services compétents (protection civile, DDT, DREAL, ARS...).

2.4 GESTION DES DÉCHETS - DOCUMENT SPÉCIFIQUE SOSED (SCHEMA D'ORGANISATION ET DE SUIVI DE L'ORGANISATION DES DÉCHETS)

Le titulaire fournit dans son Schéma Organisationnel du Plan du Respect de l'Environnemental (SOPRE) un Schéma d'Organisation du Suivi et de l'Élimination des Déchets (SOSED) qui traite de la gestion des déchets sur le chantier en cohérence avec les textes en vigueur (Code de l'Environnement et plus particulièrement du Livre V : Prévention des pollutions, des risques et des nuisances - Titre IV : Déchets - Articles L541-1 et suivants et Articles D541-1 et suivants et R541-7 et suivants).

Le titulaire doit mettre en œuvre un SOSED selon les modalités définies au CCTP et à la réglementation.

Sont concernés par cette démarche, tous les matériaux et produits sortant des emprises du chantier et notamment :

- les produits de curage de fossé d'assainissement;
- les produits issus de nettoyage d'accès des ouvrages d'assainissement ;
- les produits issus de fraisage des enrobés ;
- les produits issus du balayage et nettoyage ;
- les espèces exotiques envahissantes ;
- les déblais excédentaires et/ou non réutilisés sur le chantier ;
- les matériaux résultant de l'activité du chantier.

Dans ce document, le titulaire expose et s'engage notamment sur :

- les méthodes et les moyens utilisés sur le chantier pour trier les différents déchets à évacuer et pour ne pas les mélanger, ainsi que ceux concernant l'interdiction de brûlage.
- la localisation, la description et la gestion des dépôts, des centres de stockage et/ou des centres de regroupement et/ou des unités de recyclage vers lesquels sont acheminés les différents déchets en fonction de leur nature en accord avec le gestionnaire devant les recevoir. La filière de traitement retenue est soumise au préalable à l'accord du maître d'œuvre.
- les dispositions prises dans la gestion des déblais excédentaires et/ou impropres à la réutilisation sur le chantier.
- les dispositions prises dans la gestion des produits de curage de fossé (curage, analyse, stockage et évacuation).
- les dispositions prises dans la gestion des agrégats d'enrobés produits sur ce chantier et qu'ils soient ou non recyclés sur celui-ci.
- les modalités mises en œuvre pour l'information du maître d'œuvre, en phase travaux, relative à la nature des déchets, les quantités et les lieux d'évacuation envisagés.
- les modalités mises en œuvre pour assurer le contrôle, le suivi et la traçabilité de l'évacuation des déchets. À cet effet, un modèle de bordereau de suivi est proposé à l'entreprise en titre 5 de la présente NRE.
- les moyens de transports, sans mélange et en toute sécurité des différents déchets, ainsi que l'optimisation des trajets envisagés.
- les moyens matériels et humains mis en œuvre pour assurer la gestion des déchets.

- le maintien de l'ensemble du chantier et de ses abords en état de propreté permanent par la présence de dispositifs de collecte en différents endroits du chantier, et par la sensibilisation du personnel, des sous-traitants, fournisseurs et locatiers à la propreté du chantier ainsi que la lutte contre la dispersion des déchets et les épandages sauvages.
- la sollicitation de prestataires agréés concernant l'évacuation des déchets dangereux.

Cas particuliers des déchets amiantés et des déchets dangereux et/ou contenant des POP :

L'utilisation de la plateforme **Track'Déchet** est obligatoire : <https://trackdechets.beta.gouv.fr/>

En effet, le décret 2021-321, issu de la Loi Économie Circulaire, impose la dématérialisation de la traçabilité des déchets dangereux et/ou contenant des POP (polluants organiques persistants).

Les arrêtés ministériels du 21 décembre 2021 relatifs à la traçabilité des déchets dangereux, des déchets d'amiante, fixent les dispositions réglementaires pour l'usage de la plateforme, rendent obligatoire la traçabilité dématérialisée pour les déchets concernés (dangereux et amiante) depuis le 1^{er} janvier 2022.

Avant tout commencement de travaux, le titulaire fournit au MOA et au MOE la copie des Certificats d'Acceptation Préalable (CAP) de déchets afférents à chacun des types de déchets amiantés objets des présents travaux.

Le titulaire établit les BSDA nécessaires selon la nature des déchets et le nombre prévisible de transports dès le début des travaux et les soumet à la **signature du MO**.

Le titulaire est responsable de l'ensemble de ses déchets et garantit leur tri.

Le titulaire est responsable des protections, de la bonne fermeture du local affecté au stockage provisoire des déchets amiantés et de la signalisation adaptée. Le titulaire doit vérifier visuellement l'état général des big-bags avant chargement. Il doit vérifier, en outre, la propreté du camion, les autorisations du transporteur et la signalétique du camion.

Le titulaire pèse ses déchets avant leur transfert vers le centre de traitement (moyens de chargement ou transport équipés en conséquence).

Le titulaire fournit et renseigne BSDA et leur attribue un numéro chronologique et assure leur gestion jusqu'au traitement final du déchet.

Les DD et/ou contenant de l'amiante sont évacués vers des ISDD pour tous MPCA, hormis les MPCA d'amiante lié (amiante-ciment uniquement) en état intègre qui peuvent être stockés en ISDND¹. Le titulaire prend en compte la réglementation relative aux ISDND² qui fait mention de possibilité de stockage d'amiante sous certaines conditions et devra être en mesure de présenter les arrêtés préfectoraux des ISD conformes aux déchets prévus d'y être stockés.

Chaque big-bag, répondant aux conditions de transport de l'amiante, est souple avec revêtement intérieur ou doublure et porte un étiquetage normalisé mentionnant les risques présentés par l'amiante :

- Indication du chantier d'origine, identité du propriétaire ;
 - Nom de l'entreprise de désamiantage et celui du transporteur ;

1 Conformément à l'ED 6028 édité par l'INRS en mars 2013

2 Arrêté du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux

- La destination ;
- Le numéro du BSDA correspondant ;
- Le poids des déchets.

Le titulaire précise le tonnage total des big-bags d'un transport dans la rubrique « Quantité estimée » du BSDA. Tout conditionnement est préalablement identifié et fermé au moyen d'un scellé numéroté. Le scellé mentionne le numéro SIRET de l'entreprise qui a conditionné l'amiante et un numéro d'ordre permettant l'identification univoque du conditionnement. Les numéros des scellés sont indiqués sur les BSDA. Avant signature du BSDA, le titulaire contrôle que le transporteur de déchets respecte l'intégralité de ses obligations au regard du chargement et transport de MPCA (formation, équipement, plaques du véhicule).

Lorsque les déchets sont transférés à l'ISDD ou ISDND, le titulaire transmet le dernier volet du BSDA au MO. En cas de refus d'un big-bag ou d'un conteneur, le titulaire informe le MO et le MOE par courrier recommandé en indiquant l'objet du refus et les actions pour y remédier.

Toutes les prestations engendrées pour assurer la gestion des déchets du chantier sont à la charge du titulaire et notamment tous les frais de chargement, de transport, de déchargement, régilage, y compris les taxes et frais divers pour la prise en charge et le traitement des produits ainsi que le suivi administratif « bordereaux de suivi ».

Pour rappel :

En référence à l'article L541-1-1 du Code de l'Environnement, « Déchet : toute substance ou tout objet, ou plus généralement tout bien meuble, dont le détenteur se défait ou dont il a l'intention ou l'obligation de se défaire. »

On distingue alors plusieurs catégories de déchets :

- **Les déchets dangereux** : tout déchet qui présente une ou plusieurs des propriétés de dangers énumérées à l'annexe I de l'article R.541-8 du code de l'environnement relatif aux propriétés qui rendent les déchets dangereux (explosif, comburant, inflammable, irritant, infectieux, mutagène, écotoxique, ...). Ils sont signalés par un astérisque dans la liste des déchets de l'annexe II de l'article R.541-8 du code de l'environnement - liste des déchets.

Ils peuvent générer des nuisances pour l'homme et l'environnement et présenter une ou plusieurs propriétés de danger ce qui implique certaines précautions particulières. Ils font l'objet d'un contrôle administratif renforcé (production, stockage, transport, traitement).
- **Les déchets non dangereux** : tout déchet qui ne présente aucune des propriétés qui rendent un déchet dangereux.
- **Les déchets inertes** : tout déchet qui ne subit aucune modification physique, chimique ou biologique importante, qui ne se décompose pas, ne brûle pas, ne produit aucune réaction physique ou chimique, n'est pas biodégradable et ne détériore pas les matières avec lesquelles il entre en contact d'une manière susceptible d'entraîner des atteintes à l'environnement ou à la santé humaine.
- **Les déchets ménagers** : tout déchet, dangereux ou non dangereux, dont le producteur est un ménage.

- **Les déchets d'activités économiques** : tout déchet, dangereux ou non dangereux, dont le producteur initial n'est pas un ménage.
- **Les bio-déchets** : tout déchet non dangereux biodégradable de jardin ou de parc, tout déchet non dangereux alimentaire ou de cuisine issu notamment des ménages, des restaurants, des traiteurs ou des magasins de vente au détail, ainsi que tout déchet comparable provenant des établissements de production ou de transformation de denrées alimentaires. »

Un cadre de rédaction est proposé au titulaire, cependant, si celui-ci dispose d'une démarche de gestion des déchets conforme à tous les textes en vigueur, il peut l'utiliser tant qu'il renseigne et réponde à toutes les exigences et/ou prescriptions énoncées dans ce sous-chapitre.

Quoi qu'il en soit, le titulaire détaille dans sa réponse les mesures qu'il s'engage à mettre en œuvre (par exemple l'implantation de bennes de tri en différents lieux précisés du chantier ou la formation des intervenants au tri à respecter sur le chantier).

Le SOSED doit par ailleurs identifier conformément à la Nomenclature des déchets (voir Code de l'Environnement) l'ensemble des déchets susceptibles d'être produits par les travaux, installations et activités, et indiquer les quantités attendues de déchets.

Il est attendu de l'entreprise la plus grande rigueur à la fois dans la rédaction de son SOSED, mais également dans son suivi au cours du chantier. En cas de manquement conséquent d'une entreprise, le maître d'œuvre peut demander au titulaire ou à une entreprise spécialisée, de procéder au nettoyage au frais du titulaire.

2.4.1 DESCRIPTION DE L'ENVIRONNEMENT

Pour la gestion des déchets, l'entreprise devra prendre en compte les descriptions de l'environnement décrites au titres 2.1.1, 2.2.1 et 2.3.1.

Il est rappelé les points suivants :

- conformément à la réglementation en vigueur, le brûlage sur site est interdit ;
- des zones où prolifère deux espèces exotiques envahissante « la renouée du Japon » et le « Robinier faux-acacia » se situent au niveau des travaux, entre les PR 187+100 et 191+560. L'enlèvement de ces plantes ainsi que leurs traitements se feront dans les règles de l'art ;
- le projet se situe à proximité des milieux naturels / des activités humaines. De ce fait, la gestion des déchets sur le chantier et la propreté du chantier doit être irréprochable ;
- les boues issues du nettoyage d'accès des ouvrages d'assainissement/ curage de fossé doivent être prises en compte par le titulaire. Il doit envisager leur valorisation sur ou hors chantier et/ou leur évacuation vers un centre de traitement approprié suite aux analyses ;
- le présent chantier permet la production d'agrégats d'enrobés. Le titulaire doit prévoir leur réutilisation et/ou leur valorisation ;
- les déblais excédentaires et/ou impropre à la réutilisation sur le présent chantier sont évacués hors des emprises du chantier aux frais du titulaire et après accord du maître d'œuvre.

2.4.2 LES EXIGENCES EN MATIÈRE D'ENVIRONNEMENT

La gestion des déchets sera l'objet du schéma d'organisation du suivi de l'élimination des déchets de chantier (SOSED).

Les dispositions suivantes seront prises en compte pour la phase travaux :

- Durant la période de chantier l'état de propreté des lieux sera surveillé;
- Une remise en état des terrains touchés par le projet en fin de travaux sera à prévoir;
- Les pollutions domestiques seront limitées au maximum par des installations conformes aux normes et le respect strict des règlements.
- Sur chantier, collecte et traitement des déchets, des matières dangereuses dans des sites aménagés à cet effet, afin d'éviter tout risque de pollution accidentelle pour les eaux et le sol.

Le descriptif des prestations susceptibles de produire des déchets sur la base du détail estimatif est à compléter par le titulaire. Il se trouve dans la fiche n° 1-3-c « Gestion des déchets de chantier - Détail Quantitatif SOSED » jointe à la présente NRE.

Il récapitule ainsi la nature et les quantités des matériaux présents en phase travaux, qu'ils soient destinés à être évacués ou réutilisés sur place.

Les déchets générés par l'entreprise doivent être triés et, dans la mesure du possible, valorisés.

Conformément à la réglementation en vigueur, les déblais excédentaires et/ou non réutilisés sur le chantier, quelle que soit la catégorie de déchet, sont évacués hors des emprises du chantier, à la charge du titulaire et prenant en compte tous les frais annexes (chargement, transport, déchargement, droits et taxes).

À travers la fiche 1-3-c jointe au chapitre 5, le titulaire distingue le devenir hors chantier de ces déblais excédentaires et/ou non réutilisés sur le chantier, à savoir l'évacuation vers :

- des centres de traitement :
 - ISDI (Installations de Stockage des Déchets Inertes),
 - ISDND (Installations de Stockage des Déchets Non Dangereux),
 - ISDD (Installations de Stockage des Déchets Dangereux),
- des centres de valorisation,
- et/ou vers une mise en dépôt définitive hors chantier.

Les filières de traitement sont proposées clairement dans le SOSED et soumises au préalable à l'accord du maître d'œuvre.

L'évacuation des déblais, proposée par l'entreprise dans son SOSED comprend et intègre toutes les opérations et modalités demandées au présent article 2.4 et au Bordereau des Prix Unitaires et Forfaitaires du marché.

Concernant la valorisation des déchets générés par l'entreprise, on rappelle que l'incorporation d'**agréats d'enrobés** dans la fabrication des enrobés est exigée par le maître d'ouvrage dans le respect du livre V titre IV du code de l'environnement et du décret n° 2002-540 du 18 avril 2002. Les agrégats proviennent des couches de roulement, de liaison et d'assise en matériaux traités aux liants hydrocarbonés, et sont réutilisés dans les conditions définies au CCTP du présent marché.

Il est demandé à l'entreprise d'utiliser en priorité les agrégats d'enrobés produit sur le chantier. Dans le cas contraire, l'entreprise doit d'une part se procurer des agrégats extérieurs afin de respecter les spécifications techniques

du marché et d'autre part veiller au stockage, à l'évacuation et à la valorisation des agrégats d'enrobés du chantier non utilisés.

Le titulaire doit d'une part se procurer des agrégats extérieurs afin de respecter les spécifications techniques du marché et d'autre part utiliser si possible les agrégats d'enrobés produit sur le chantier, veiller au stockage, à l'évacuation et à la valorisation des agrégats d'enrobés du chantier non utilisés.

Le titulaire indique clairement au travers du SOSED les plate-formes de stockage (valorisation) où sont acheminés les excédents d'agrégats d'enrobés du chantier.

Les agrégats d'enrobés du chantier non utilisés sur place font l'objet de la part de l'entreprise d'une fiche de suivi quantifiant les matériaux (caractéristiques techniques, origine, lieu de stockage et traitement prévu). Le titulaire s'engage, après leur stockage, à assurer leur valorisation sur d'autres chantiers. Le titulaire précise néanmoins dans son PRE les raisons liées à l'impossibilité de réutilisation des agrégats d'enrobés propre au chantier.

Avant toute utilisation d'agrégats extérieurs, l'entreprise indique l'ensemble des caractéristiques du lot utilisé (origine, traitement subi, caractéristiques techniques, etc) pour agrément du maître d'œuvre. Sans cette connaissance préalable, l'introduction d'agrégats extérieurs est interdite dans la formulation d'enrobés neufs.

Ainsi l'entreprise doit démontrer la traçabilité des agrégats d'enrobés manipulés : agrégats extérieurs réutilisés sur le chantier, agrégats évacués pour utilisation sur un autre chantier, ou agrégats évacués pour mise en dépôt.

L'évacuation des agrégats d'enrobés, proposée par l'entreprise dans son SOSED comprend et intègre toutes les opérations et modalités détaillées et demandées au présent article 2.4 et au Bordereau des Prix Unitaires et Forfaitaires du marché.

Les **produits de nettoyage de la chaussée** après fraisage doivent également être évacués dans des centres de traitements adaptés. Le titulaire indique dans son SOSED le lieu d'évacuation proposé et veille à le mettre à jour dans son PRE lors de l'évacuation des déchets.

Concernant les **produits de curage des ouvrages d'assainissement**, on rappelle que le traitement préalable avant valorisation doit être réalisé pour répondre à la circulaire n° 2001-39 du 18 juin 2001 relative à la gestion des déchets du réseau routier national.

L'analyse des boues est effectuée sur les paramètres déterminés par l'arrêté du 8 janvier 1998 modifié, fixant les prescriptions techniques applicables aux épandages de boues sur les sols agricoles pris en application du décret n° 97-1133 du 8 décembre 1997 (codifié en intégralité dans le livre II du code de l'environnement aux articles R. 211-25 à R. 211-47) relatif à l'épandage des boues issues du traitement des eaux usées, comme indiqué dans le CCTP.

Le titulaire indique dans son SOSED le lieu d'évacuation proposé et veille à le mettre à jour dans son PRE lors de l'évacuation des déchets.

L'analyse et l'évacuation des produits de curages, proposées par le titulaire dans son SOSED comprend et intègre toutes les opérations et modalités détaillées et demandées au présent article 2.4, au CCTP et au Bordereau des Prix Unitaires et Forfaitaires du marché.

Au travers du SOPRE, le titulaire détaille et s'engage pour chaque exigence les mesures qu'il mettra en place.

3. ENGAGEMENTS DES PARTENAIRES

3.1 ENGAGEMENTS DU MAÎTRE D'OUVRAGE

Au stade de la consultation, sur la base de la solution retenue au stade du projet, le maître d'ouvrage identifie :

- les particularités liées à l'insertion du chantier dans le site et son aspect ;
- les particularités liées aux émissions sonores ;
- le devenir souhaité des effluents du chantier ;
- les méthodes pour éviter la pollution de l'air.

3.2 ENGAGEMENTS DU MAÎTRE D'ŒUVRE

Le **maître d'œuvre** vise, après notification du marché, le **Plan du Respect de l'Environnement** (PRE), établi à partir du **Schéma Organisationnel du Plan de Respect de l'Environnement** (SOPRE) figurant dans l'offre de l'entreprise qui le détaille et le précise.

Il identifie les familles de matériaux susceptibles d'être rencontrés sur le chantier.

Il s'assure du suivi de l'application rigoureuse du PRE.

Il peut à tout moment faire procéder (et ou procéder) à un contrôle des moyens mis en œuvre afin de vérifier le respect de la réglementation et des prescriptions environnementales indiquées dans la Notice de Respect de l'Environnement (NRE).

Il collecte les documents d'enregistrements et de suivi prévus dans le PRE et synthétisés dans les fiches (n° 1 et 2) de l'Outil de suivi du PRE pendant la phase travaux (Journal de Chantier Environnement par exemple).

Il établit les fiches de non-conformité (fiche n° 3).

3.3 ENGAGEMENTS DU TITULAIRE

Le titulaire rédige et joint à son offre un document appelé **Schéma Organisationnel du Plan du Respect de l'Environnement** dans lequel il expose et s'engage sur les dispositions préparatoires, au travers des documents ci-dessous, pour répondre aux exigences de la Notice de Respect de l'Environnement :

Par sa démarche volontaire, il répond aux exigences en matières d'environnement concernant :

- les eaux superficielles et souterraines ;
- les milieux naturels et paysages / patrimoine et archéologie ;
- les milieux humain et santé publique ;
- la gestion des déchets.

Il est demandé à l'entreprise le document spécifique suivant: **SOSED** (schéma d'organisation du suivi de l'élimination des déchets de chantier) traitant de la gestion des déchets et répondant à la réglementation en vigueur ;

Il détaille ces éléments dans le SOPRE et les synthétise dans les fiches (1 et 2).

Il est rappelé ici que le SOPRE fait partie de l'offre de l'entreprise et est une des pièces sur lesquelles les offres sont jugées.

Après notification du marché, le titulaire met au point pendant la période de préparation du marché et soumet au visa du maître d'œuvre :

- le **Plan du Respect de l'Environnement** (PRE) ;
- Les **2 fiches de l'Outil de suivi du PRE** pendant la phase travaux (journal de chantier environnement par exemple) telles que figurant en titre 5 du présent document.

Le PRE détaille et précise définitivement les engagements de l'entreprise en accord avec ses dispositions préparatoires exposées dans son SOPRE lors de l'offre et après obtention d'informations complémentaires et levée des hypothèses pendant la période de préparation.

Les fiches de suivi seront également adaptées lors de la phase préparatoire. Elles permettront un suivi de l'environnement par le correspondant environnement de l'entreprise et par le maître d'œuvre.

Lors de l'élaboration du projet de décompte final, l'entreprise remet au Maître œuvre les documents d'enregistrement et de suivi assurant le respect du Plan du Respect de l'Environnement (Fiches de l'Outil de suivi du PRE pendant la phase travaux, volet environnement du dossier de Récolement).

3.4 POINTS D'ARRÊTS ENVIRONNEMENTAUX

Le présent paragraphe rappelle les points d'arrêts environnementaux décrit au CCTP.

Tableau à adapter en fonction des travaux et enjeux sur le chantier. Ce paragraphe doit être réalisé en collaboration avec l'ensemblé du DCE.

Phase marché	Points d'arrêt
Phase préparatoire	<ul style="list-style-type: none"> - Acceptation du PRE - Projet des installations de chantier et de la zone de vie - Projet des zones de dépôt provisoires et définitives - Projet d'assainissement provisoire - Repérage d'espèces exotiques envahissantes dans la zone de chantier ou dans les secteurs à défricher (souches, arbres creux) ;
Phase chantier	<ul style="list-style-type: none"> - Réception des installations de chantier et de la zone de vie pour les personnels de l'entreprise et le maître d'œuvre - Réception des zones de dépôts provisoires - Réception des aires de stationnement des engins de chantier - Réception des plate-formes des aires de dépôt et de stockage - Réception des dispositifs de décantation - Réception du contrôle externe des dispositifs de confinements avant chaque phase travaux, de

	nettoyage et réparation.
--	--------------------------

4. DÉMARCHE ASSURANCE ENVIRONNEMENTALE EN PHASE TRAVAUX

4.1 MODE OPÉRATOIRE

ÉTAPES	ACTEURS	RÔLES
REMISE DE L'OFFRE	ENTREPRISE	<p><u>Rédaction du SOPRE : Schéma Organisationnel du Plan du Respect de l'Environnement joint à l'offre :</u></p> <p>Dans ce document, l'entreprise expose et s'engage sur les dispositions préparatoires au travers du volet SOSED (Schéma d'Organisation et de Suivi de l'Élimination des Déchets), qui est personnalisé pour l'offre en question et tient compte des prescriptions environnementales particulières :</p> <p>De plus, le titulaire propose une démarche volontaire adaptée à la situation environnementale exposée précédemment et concernant les thématiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Eaux superficielles et souterraines ; • Milieux naturels et paysages / Patrimoine et Archéologie ; • Milieux humain et santé publique ; • Gestion des déchets. <p>Il détaille particulièrement les dispositifs de :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Gestion des déchets y compris les agrégats ; ➤ Gestion des déchets de chantier. <p>La prise en compte des contraintes environnementales propres au secteur concerné par les travaux pour l'élaboration de mesures volontaires sera appréciée lors de l'analyse des offres.</p>
PÉRIODE DE PRÉPARATION	ENTREPRISE MOE	<p><u>Mise au point du PRE : Plan du Respect de l'Environnement et visa du MOE :</u></p> <p>Ce document détaille et précise définitivement les engagements du titulaire en accord avec ses dispositions préparatoires exposées dans l'offre et après obtention d'informations complémentaires et levée des hypothèses pendant la période de préparation.</p> <p><u>Ce document détaille et précise le SOPRE.</u></p>
RÉALISATION DES TRAVAUX	TITULAIRE MOE	<p>Création de l'Outil de suivi du PRE pendant la phase travaux comportant les 4 fiches figurant au titre 5 de la NRE.</p> <p>Suivi de l'application rigoureuse du PRE.</p> <p>Mise à jour des dispositions spécifiques éventuelle dans le cas de situations rencontrées non identifiées dans le dossier d'appel d'offre.</p>

		Contrôles périodiques par le MOE sur la base de la « fiche de suivi environnemental sur le chantier » pendant le chantier et établissement si nécessaire de fiches de non conformité.
PROJET DE DÉCOMPTE FINAL	TITULAIRE	<u>Remise au MOE du dossier de Récolement Environnement prévu dans le PRE</u>

4.2 ÉLABORATION ET CONTENU DU SOPRE

Le titulaire remet dans son offre un **Schéma Organisationnel du Plan du respect de l'Environnement (SOPRE)** qui doit préciser l'organisation de la prise en compte et du respect de l'environnement envisagée par le titulaire.

Ce document est un document préparatoire au PRE qui permet au maître d'ouvrage d'établir une évaluation des propositions du titulaire en matière d'environnement et de donner une notation sur la valeur environnementale, faisant partie des critères de sélection de l'offre.

Dans le cas d'un groupement d'entreprises, **un seul SOPRE commun** doit être remis.

Ce SOPRE comporte au moins les éléments suivants :

- la politique environnementale de l'entreprise ;
- l'organisation, les moyens humains, l'organigramme du chantier, le correspondant environnement avec son niveau hiérarchique son profil, les moyens matériels à sa disposition, la part du temps de travail prévue pour répondre aux exigences et spécifications environnementales contractuelles ;
- les dispositions environnementales des travaux à réaliser que met en place le titulaire dans le cadre du présent marché et faisant l'objet d'une démarche volontaire de celui-ci pour assurer le respect de l'environnement en phase travaux (Eaux superficielles et souterraines ; Milieux naturels et paysages / Patrimoine et Archéologie ; Milieux humain et santé publique.) ;
- les dispositions environnementales des travaux à réaliser, que mettra en place l'entreprise dans le cadre du présent marché et faisant l'objet d'exigences et spécifications du SOSED (Schéma d'Organisation et de Suivi de l'Élimination des Déchets) ;
- Un outil de suivi environnemental du chantier.

Dans le cadre de l'organisation demandée par le maître d'ouvrage au titre du marché, le titulaire désigne un représentant compétent pour la gestion environnementale en phase travaux. Ce représentant, désigné par la suite « correspondant environnement », est proposé au visa du maître d'œuvre.

Le titulaire précise si le correspondant environnement aura cette unique fonction sur cette opération.

Le titulaire développe au PRE le rôle et les missions du correspondant environnement.

En particulier ces missions incluent :

- le respect des exigences et spécifications environnementales ;
- l'application du PRE à l'élaboration duquel il aura contribué ;
- la prévention des risques ;

- la sensibilisation et l'information internes et aux entreprises sous-traitantes ;
- la surveillance du chantier pour assurer la conformité des travaux aux stipulations de la présente NRE annexe du CCTP ;
- la tenue de l'Outil de suivi du PRE pendant la phase travaux.

Les missions de ce correspondant environnement et les moyens qui lui sont nécessaires sont rémunérés par répartition sur l'ensemble des prix unitaires du bordereau des prix.

Le modèle suivant de Schéma Organisationnel du Plan du Respect de l'Environnement (SOPRE) est proposé au titulaire. Les renseignements énumérés ci-dessous sont présentés dans un document unique, dont la structure est laissée à l'initiative de l'entreprise.

Le SOPRE doit répondre au minimum aux prescriptions du titre 2. Présentation des enjeux environnementaux et des principales exigences de la présente NRE. Il doit également détailler les parties qui sont analysées lors du jugement des offres.

Au travers du SOPRE, le titulaire doit mettre en évidence sa démarche volontaire pour le respect de l'environnement lors de la réalisation des travaux. Il synthétise au travers des fiches 1.1 à fiche 1.5 et la fiche 2, les dispositifs qu'il compte mettre en œuvre.

Schéma organisationnel du Plan du Respect de l'Environnement

1. Présentation et organisation de l'entreprise

- Organigramme détaillé de l'organisation du titulaire pour la réalisation de l'opération

Le titulaire décrit l'éventuel phasage de l'opération qu'il envisage de mettre en place, ainsi que l'attribution des missions de chaque membre du groupement le cas échéant. L'organigramme doit apporter toutes les précisions nécessaires en terme de management environnemental.

- Correspondant « environnement »

Dans cette rubrique, le titulaire précise pour le correspondant environnement de l'opération le niveau de compétences pour effectuer cette mission (CV) et le temps affecté (temps plein ou partiel) à l'opération, ainsi que la nature des missions confiées.

- Outils de suivi de l'action environnementale

Le titulaire précise la nature et les caractéristiques des documents qu'il compte mettre en place pour assurer la traçabilité de l'action environnementale de l'opération : outil de suivi du PRE pendant la phase travaux, rapport, mensuel environnemental, document de récolement environnemental en fin d'opération, etc.

- Moyens d'information environnementale

Cette rubrique précise les mesures d'information relatives aux engagements et/ou mesures environnementales prévues par le titulaire dans le cadre de l'opération. Ces mesures peuvent se décliner de manière différente en fonction du public concerné :

- Information des prestataires extérieurs du titulaire : fournisseurs, transporteurs, sous-traitants, locataires, etc. pour que ces prestataires appliquent les consignes et engagements du titulaire dans tous les domaines, notamment en matière de déchets, de propreté sur le chantier et à ses abords ;
- Information du maître d'ouvrage et / ou du maître d'œuvre.

2. Analyse du contexte et des contraintes environnementales du marché

À partir des éléments contenus dans la Notice de Respect de l'Environnement (NRE), le titulaire doit identifier et analyser les aspects environnementaux de ses activités propres dans le cadre de l'opération.

Le SOPRE précise les moyens prévus par l'entreprise pour répondre aux enjeux environnementaux :

- au travers d'une démarche volontaire de l'entreprise pour les enjeux :
 - Eaux superficielles et souterraines ;
 - Milieux naturels et paysages / Patrimoine et Archéologie ;
 - Milieux humain et santé publique ;
 - Gestion des déchets.
- au travers du schémas d'organisation spécifique SOSED (Schéma d'Organisation et de Suivi de l'Élimination des Déchets)

La prise en compte des contraintes environnementales propres au secteur concerné par les travaux pour l'élaboration de mesures volontaires sera appréciée lors de l'analyse des offres.

Schéma organisationnel du Plan du Respect de l'Environnement (suite)

3. Engagement de l'entreprise

DÉCLARATION DE LA DIRECTION :

Je soussigné :

agissant en qualité de :

déclare m'engager, si je deviens titulaire du marché :

- à mettre en œuvre la réalisation d'un PRE- Plan du Respect de l'Environnement, et une organisation de la gestion et du traitement des déchets, établis à partir des renseignements donnés dans le présent schéma organisationnel de la prise en compte de l'environnement et dans la NRE du présent DCE et qui couvriront l'ensemble des exigences décrites dans les pièces écrites du dossier de consultation dont j'ai pris connaissance.

le Plan du Respect de l'Environnement, et l'organisation de la gestion et du traitement des déchets ainsi mis en œuvre s'appliqueront à l'ensemble des prestations du marché, y compris celles réalisées par les co-traitants, sous-traitants, fournisseurs ou locatiers.

« lu et approuvé »

4.3 ÉLABORATION DU PRE

4.3.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Le Plan du Respect de l'Environnement (PRE) est un document établi par le titulaire pendant la période de préparation du chantier qui détaille et précise le **Schéma Organisationnel du Plan du Respect de l'Environnement (SOPRE)**. Le PRE sera soumis au visa du maître d'œuvre.

C'est un document personnalisé au travers duquel, le titulaire détaille et précise clairement, les dispositions qu'il va appliquer pour répondre aux prescriptions environnementales spécifiques.

Le titulaire du marché doit :

- Prendre en compte les informations complémentaires obtenues lors de la réunion préparatoire afin de confirmer, ou éventuellement amender le SOPRE ;
- Lever les hypothèses émises dans le SOPRE et les détailler par des choix précis, pour le volet SOSED (Schéma d'Organisation et de Suivi de l'Élimination des Déchets) ;
- Détailler les exigences en matière d'environnement concernant :
 - les eaux superficielles et souterraines ;
 - les milieux naturels et paysages / patrimoine et archéologie ;
 - les milieux humain et santé publique ;
 - la gestion des déchets.

Le SOSED sera **intégré** au PRE.

Le PRE peut évoluer pendant toute la durée des travaux.

4.3.2 OUTILS DE SUIVI DU PRE PENDANT LA PHASE TRAVAUX

Le suivi du Plan du Respect de l'Environnement pendant la phase travaux doit être réalisé par le titulaire.

Il peut être présenté sous la forme d'un journal de chantier, d'un classeur ou de tout autre proposition faite par le titulaire.

Il permet la collecte et le suivi des documents concernant l'environnement en phase travaux.

Il est composé des éléments suivants :

- Partie 1 : documents à fournir au démarrage du chantier ;
- Partie 2 : documents à fournir en cours du chantier ;
- Partie 3 : documents à fournir en fin de chantier.

Partie 1 : Démarrage du chantier

Au démarrage du chantier, c'est-à-dire après la notification du marché et avant tout démarrage des travaux, le titulaire doit soumettre les fiches suivantes dûment remplies et obtenir le visa du maître d'œuvre :

- Fiche 1 : Plan de contrôle de l'entreprise - Application du PRE sur le chantier ;
- Fiche 2 : Gestion et traitement des déchets de chantier ;

- Fiche 3 : Fiche de non-conformité.

Partie 2 : Chantier en cours

En cours du chantier, l'outil de suivi du PRE est complété :

- des 2 fiches remplies par l'entreprise qui peuvent être modifiées et/ou complétées en fonction des évolutions du chantier ;
- « fiche MOE de suivi environnemental sur le chantier - application du PRE » remplie par la maîtrise d'œuvre qui peuvent être modifiées et/ou complétées en fonction des évolutions du chantier ;
- des rapports de contrôle réguliers par le maître d'œuvre en fonction des spécifications environnementales du chantier. (comptes-rendus de chantier volet environnement, fiche de suivi proposée par le titulaire, ...).

La fréquence de contrôle est fonction des enjeux environnementaux sur le chantier, et les non conformités peuvent faire l'objet, de la part du maître d'œuvre, de points d'arrêts.

Partie 3 : achèvement du chantier

À la fin du chantier, et dans le respect des délais contractuels fixés au marché, le titulaire doit remettre le dossier de récolement environnement dans lequel doivent figurer au moins les éléments suivants :

- la dernière version du Plan du Respect de l'Environnement du marché ;
- les processus spécifiques ayant trait à l'environnement et ayant fait l'objet d'un visa particulier (procédure d'assainissement provisoire ...) ;
- le schéma de planification de gestion des déchets de chantier et l'ensemble des pièces justifiant son application (bons de prise en charge et bordereau de suivi et notamment, en séparant les déchets produits de ceux issus du dégagement des emprises) ;
- l'ensemble des fiches de suivi environnemental ;
- une copie des éventuels dossiers de traitement des sinistres.

5. FICHES DE SUIVI DE LA DÉMARCHE ASSURANCE ENVIRONNEMENTALE

Tableau synthétique des fiches

Fiches	Intitulé et objet	à renseigner	Phase appel offres	Phase préparation	Phase travaux	Dossier final avec annexes
Fiche 1	Plan de Respect de l'Environnement : 1.1- Insertion du chantier dans le site 1.2- Émissions sonores 1.3- Gestion des déchets de chantier 1.4- Rejets des effluents de chantier 1.5- Pollution atmosphérique	ENT	X ⁽¹⁾	X ⁽²⁾	X ⁽³⁾	x
Fiches 2	Plan de contrôle de l'entreprise - Application du PRE sur le chantier	ENT	X ⁽¹⁾	X ⁽²⁾	X ⁽³⁾	x
Fiche 3	Fiche de non-conformité	MOE/ENT	X ⁽¹⁾		X ⁽³⁾	x
Fiche 4	MOE - Suivi environnemental sur le chantier - Application du PRE	MOE	X ⁽¹⁾	X ⁽²⁾	X ⁽³⁾	x

X ⁽¹⁾ : Phase DCE proposition de rédaction sur la base du SOPRE.

X ⁽²⁾ : Rédaction sur la base du PRE pendant la période de préparation de chantier.

X ⁽³⁾ : en cas d'évolution des prescriptions en cours de travaux modification ou complément possible des fiches après définition en utilisant la fiche 4

Les fiches synthétiques rédigées par le titulaire sur la base de son PRE permettent d'une part, au correspondant environnement du titulaire de suivre la mise en œuvre des mesures environnementales et d'autre part, à la maîtrise d'œuvre de vérifier l'application du PRE de l'entreprise.

Fiches N° 1 : Plan de Respect de l'EnvironnementFICHE N° 1-1: Insertion du chantier dans le site

Le titulaire peut proposer une autre rédaction de fiche, sous réserve de la faire valider par le maître d'œuvre pendant la période de préparation.

Cette fiche à compléter par le titulaire doit faire figurer de manière synthétique les dispositions prises et détaillées dans le SOPRE pour répondre aux exigences en matière d'environnement énoncées au titre 2.2.2 de la présente NRE. Cette fiche sera précisée lors de la rédaction du PRE.

Exemple de rédaction proposée à l'entreprise :

OBJET :	Synthèse des mesures mises en place par l'entreprise pour l'insertion du chantier dans le site.	
Activités	Nuisances	Mesures de Protection
Installations de chantier	Occupation temporaire Propreté générale du chantier	Délimitation des zones sensibles par un marquage spécifique. Information aux différents intervenants par Consignes aux personnels de l'entreprise par
Déboisement Dégagement des emprises	Nuisances vis-à-vis du milieu naturel (faune et flore)	Délimitation des emprises par des clôtures provisoires. Respect stricte des emprises Délimitation des zones sensibles par un marquage spécifique.
Aires de stockage	Occupation temporaire Destruction de zones sensibles..........	.....
Piste de chantier	Destruction de zones sensibles	Limitation des pistes dans les zones boisées Signalisation Plan de circulation chantier
Phase travaux	Dégradation des voiries existantes Perturbation du trafic local..........	.....
.....
A....., le Le titulaire	A....., le Le maître d'œuvre	

Rédaction de la fiche n° 1-1 : Insertion du chantier dans le site

1. Principaux textes à respecter :

- Code de l'Urbanisme ;
- Code de l'Environnement ;
- Code du Patrimoine ;
- Plan de prévention des risques ;
- Réglementation nationale et européenne ;
- Règlements de voirie communale et départementale.

La fiche n°1-1 « Respect de l'insertion du chantier dans le site » doit faire figurer de manière synthétique les dispositions/mesures prises par le titulaire. Les mesures qu'il souhaite mettre en œuvre sont détaillées dans la rédaction du SOPRE. En période de préparation, la fiche sera précisée si nécessaire dans le PRE.

2. Rappel des obligations majeures :

Avant tout commencement d'exécution des travaux, les installations de chantier doivent être réceptionnées par le maître d'œuvre qui a vérifié leur conformité à la réglementation en vigueur et au plan d'installation qu'il a visé au préalable. La réception de l'emprise est formalisée à l'aide de la fiche 1-1.

En tout état de cause, le titulaire est responsable des accidents provoqués par ses installations de chantier.

Le titulaire doit assurer une bonne tenue des installations de chantier (palissades, baraques de chantier, matériels, ...) et particulièrement supprimer régulièrement l'affichage sauvage.

Les chantiers sont isolés d'une manière effective des espaces réservés à la circulation.

Avec l'autorisation du maître d'œuvre, le titulaire peut constituer à proximité du chantier un dépôt de matériels ou de matériaux. L'accès en est interdit au public par un dispositif agréé par le maître d'œuvre. Les emprises de ces installations sont limitées au strict nécessaire et elles doivent être entretenues en parfait état de propreté.

Le titulaire est tenu de prendre toutes dispositions pour éviter que les chaussées et trottoirs soient souillés par l'exécution des travaux. Aucun dépôt de déblais, de détritiques ou de matériel n'est toléré en dehors des emprises autorisées. Toute infraction à cette prescription donne lieu à l'application par constatation forfaitaire du non-respect du PRE.

Le titulaire doit établir les signaux nécessaires à la sécurité de la circulation générale dans les conditions réglementaires à la signalisation et suivant les dispositions particulières qui lui sont, s'il y a lieu, fixées par le maître d'œuvre. Le titulaire doit signaler son chantier conformément aux textes réglementaires en vigueur sur la signalisation.

Le titulaire doit prendre toutes dispositions nécessaires pour garantir la sécurité publique pendant l'exécution des travaux et se conformer aux règlements de police et aux consignes spéciales concernant la voirie locale, le réseau routier national et ses bretelles de raccordements ainsi qu'aux prescriptions qui lui sont imposées par le maître d'œuvre à cet effet.

Tout manquement aux prescriptions ci-dessus concernant l'organisation et la signalisation des chantiers peut donner lieu à l'application d'une pénalité

forfaitaire par infraction. Dans le cas où ces prescriptions ne seraient pas observées, le maître d'ouvrage peut se substituer, après mise en demeure restée sans suite dans les délais fixés par l'ordre de service prescrivant l'exécution des travaux, au titulaire, en procédant d'office aux interventions utiles aux frais du titulaire.

Les interventions d'urgence ne dérogent pas à la règle. Le titulaire est tenu de respecter l'ensemble des textes réglementaires et législatifs relatifs à la circulation, à la sécurité et à la salubrité sur la voie publique, existant à la date du chantier.

3. Mesures synthétisées devant figurer au minimum dans la fiche :

Le titulaire complète, pour toutes les activités concernant l'insertion du chantier dans le site, les nuisances recensées et propose pour chacune d'elles, les mesures de protection qu'il compte mettre en place sur cette opération.

En tout état de cause, le titulaire est responsable des accidents provoqués par ses installations de chantier.

4. Points d'arrêt :

- Installations de chantier
- Etat des lieux contradictoire de la faune et de la flore dans les secteurs concernés par les ZNIEFF avant le démarrage des travaux
- aires de stockage tampon des produits des fraisats de chaussées, de démolition de béton, de maçonnerie,
- aire de lavage des véhicules et des engins de chantier

Suivant le déroulement des travaux, le maître d'œuvre se réserve la possibilité de fixer des points d'arrêt.

FICHE N° 1-2 : Émissions sonores

Le titulaire peut proposer une autre rédaction de fiche, sous réserve de la faire valider par le maître d'œuvre pendant la période de préparation.

Cette fiche, à compléter par le titulaire, doit faire figurer de manière synthétique les dispositions prises et détaillées dans le SOPRE pour répondre aux exigences en matière d'environnement énoncées au titre 2.3.2 de la présente NRE. Cette fiche sera précisée lors de la rédaction du PRE.

Exemple de rédaction proposée à l'entreprise :

OBJET :	Respect des obligations en terme d'émissions sonores	
Activités	Nuisances	Mesures de Protection
Installations de chantier	Bruit lié aux véhicules et matériels de chantier. Gêne aux riverains (habitations à proximités)	Horaires de travail Respect des normes anti-bruit Éloignement des installations de chantier aux zones sensibles Dispositifs acoustiques de protection des habitations du type :.....
Aires de stockage	Bruit lié aux véhicules et matériels de chantier. Gêne aux riverains (habitations à proximités)	Éloignement des installations de chantier aux zones sensibles
Piste de chantier	Bruit lié aux véhicules et matériels de chantier. Gêne aux riverains (habitations à proximités)	Plan de circulation chantier Limitation de la vitesse à .....km/h sur les pistes de chantier Dispositifs acoustiques de protection des habitations du type :.....
Phase travaux	Bruit lié aux véhicules et matériels de chantier. Gêne aux riverains (habitations à proximités ) ..... .....	..... ..... ..... .....

• • • • •	• • • • •	• • • • •
• • • • •	• • • • •	
•		

Engins utilisés sur le chantier				
Type d'engin	Certificat conformité homologation	de ou	Date de validité de l'homologation	Date du dernier entretien

Documents annexes	Copies des homologations des engins utilisés
--------------------------	--

Rédaction de la fiche n° 1-2 : Émissions sonores

1. Principaux textes à respecter :

- Code de la santé publique ;
- Code de l'environnement ;
- Arrêtés préfectoraux et municipaux ;
- Arrêté du 11 avril 1972 modifié ;
- Loi n° 92-1444 du 31 décembre 1992 modifiée relative à la lutte contre le bruit codifiée aux articles L.571-1 à 26 du code de l'environnement ;
- Arrêté du 12 mai 1997 pris en application du précédent décret et relatif aux dispositions communes applicables aux matériels et engins de chantier, aux moto-compresseurs, groupes électrogènes de puissance, groupes électrogènes de soudage, grues à tour, marteaux piqueurs et brise-béton, pelles hydrauliques, pelles à câbles, boteurs, chargeuses et chargeuses pelleteuses ;
- Arrêté du 18 mars 2002 transposant la directive Européenne 2000/14/CE du 8 mai 2000 relatif aux émissions sonores dans l'environnement des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments ;
- Décret n°2006-1099 du 31 août 2006 relatif à la lutte contre les bruits de voisinage (nouvel article R1334-36 du Code de la Santé Publique).

La fiche n° 1-2 « Émissions sonores » doit faire figurer de manière synthétique les dispositions/mesures prises par le titulaire. Les mesures qu'il souhaite mettre en œuvre sont détaillées dans la rédaction du SOPRE. En période de préparation, la fiche sera précisée si nécessaire dans le PRE.

2. Rappel des obligations majeures :

Protection des riverains :

Les chantiers sont organisés et équipés de manière à réduire le plus possible les bruits susceptibles de troubler la tranquillité des riverains.

Les travaux exécutés en dehors du créneau 7h-20h, font le cas échéant, l'objet de prescriptions supplémentaires et le respect des textes ci-dessus est d'une rigueur toute particulière.

Matériel de chantier :

Le titulaire s'assure de l'homologation de ses engins et véhicules de chantier par rapport aux bruits émis. Dans le cas de matériel loué, il demande à son fournisseur la preuve de cette homologation pour chaque engin loué. Il vérifie que la date de validité de cette homologation n'est pas dépassée.

Ces éléments sont communiqués au maître d'œuvre à sa demande.

Le titulaire vérifie que les engins utilisés ont été entretenus afin de rester conformes à leur homologation.

3. Mesures synthétisées devant figurer au minimum dans la fiche :

Le titulaire complète, pour toutes les activités concernant les émissions sonores, les nuisances recensées et propose pour chacune d'elles, les mesures de protection qu'il compte mettre en place sur cette opération.

Il est rappelé que dans le cas de matériel loué, il demande à son fournisseur la preuve de cette homologation pour chaque engin loué. Il **vérifie** que la date de validité de cette homologation n'est pas dépassée. De plus, Le titulaire vérifie que les engins utilisés ont été entretenus afin de rester conformes à leur homologation.

4. Points d'arrêt :

Il n'a pas été déterminé de points d'arrêt lors de l'analyse des exigences environnementales.

Les points d'arrêt sont fixés à l'article 3.4.

Suivant le déroulement des travaux, le maître d'œuvre se réserve la possibilité de fixer des points d'arrêt.

FICHES N°1-3: Gestion des déchets de chantier**Fiche N°1-3-a : Gestion des déchets de chantier (Déchets non-dangereux)****BORDEREAU DE SUIVI DES DÉCHETS DE CHANTIER DES TRAVAUX PUBLICS**

Déchets non-dangereux REEMPLIR UN BORDEREAU PAR TRANSPORT	N° Document :
--	-------------------------------

[1 - PRODUCTEUR DU DÉCHET (à remplir par le producteur du déchet)

Raison sociale de l'entreprise : Adresse : Téléphone : Fax : Mail : Responsable :	Maître d'ouvrage : Adresse : Téléphone : Fax : Mail : Responsable :	Visa et Cachet de l'entreprise
Chantier : Désignation du Déchet :	Unité : Quantité : 	Date :

[2 - COLLECTEUR - TRANSPORTEUR (à remplir par le COLLECTEUR - TRANSPORTEUR)

Nom du collecteur - transporteur	Nom du chauffeur	Date, cachet ou visa
.....	
.....	Distance parcourue	
.....	..... Km	

[3 - DESTINATAIRE (à remplir par le destinataire - éliminateur)

Nom du Destinataire	Adresse de destination (lieu de traitement)		Date, cachet et visa
.....		
.....	Unité	Quantité reçue	
.....			
Désignation du Déchet			

Destination prévue du déchet	5 Plate-Forme regroupement/Centre de tri	de	5 Centre de stockage de classe II
	5 Valorisation matière		5 Chaufferie bois
	5 Incinération (UIOM)		5 Autre :
Refus de la benne(s)/camion(s)	Motif :		Nouvelle destination :

- 1 exemplaire à conserver par le producteur du déchet
- 1 exemplaire à conserver par le transporteur du déchet
- 1 exemplaire à conserver par le destinataire du déchet
- 1 exemplaire à retourner au producteur du déchet

Fiche N°1-3-b : Gestion des déchets de chantier (Déchets inertes)**BORDEREAU DE SUIVI DE DÉCHETS INERTES DE CHANTIER DE TRAVAUX PUBLICS**

<u>DÉCHETS INERTES</u> remplir UN bordereau pour la quantité totale du chantier	N° Document :
--	-------------------------------

[1 - PRODUCTEUR DU DÉCHET (à remplir par le PRODUCTEUR du déchet)

Raison sociale de l'entreprise : Adresse : Téléphone : Fax : Mail : Responsable :	Désignation du Chantier
---	--

Maître d'ouvrage : Adresse : <table border="1" style="width: 100%;"> <tr> <th style="width: 30%;">Désignation du déchet</th> <th style="width: 10%;">Unité :</th> <th style="width: 60%;">Quantité :</th> </tr> <tr> <td>.....</td> <td>.....</td> <td>.....</td> </tr> <tr> <td>.....</td> <td>.....</td> <td>.....</td> </tr> </table>	Désignation du déchet	Unité :	Quantité :	Visa et Cachet de l'Entreprise
Désignation du déchet	Unité :	Quantité :								
.....								
.....								

[2 - DESTINATAIRE (à remplir par le DESTINATAIRE ou éliminateur)

Nom du Destinataire	Adresse de destination (lieu d'accueil du déchet)	Date, visa et cachet du destinataire				
..... <table border="1" style="width: 100%;"> <tr> <th style="width: 30%;">Unité</th> <th style="width: 70%;">Quantité reçue</th> </tr> <tr> <td>.....</td> <td>.....</td> </tr> </table>	Unité	Quantité reçue	
	Unité	Quantité reçue				
				
5 Centre de stockage (classe III) 5 Remblaiement de carrière	5 Plate-forme de Recyclage 5 Valorisation matière 5 Autre :					
Destination prévue du déchet						

Refus du camion(s)	Motif :.....	Nouvelle destination :

- 1 exemplaire à conserver par le producteur du déchet
- 1 exemplaire à conserver par le destinataire du déchet
- 1 exemplaire à retourner au producteur du déchet

FICHE N°1-3-c : Gestion des déchets de chantier - Détail Quantitatif (SOSED)

Le titulaire peut proposer une autre rédaction de fiche, sous réserve de la faire valider par le maître d'œuvre pendant la période de préparation.

Cette fiche à compléter par le titulaire doit faire figurer de manière synthétique les dispositions prises et détaillées dans le SOPRE pour répondre aux exigences en matière d'environnement énoncées au titre 2 de la NRE. Cette fiche sera précisée lors de la rédaction du PRE.

Le titulaire distingue le devenir hors chantier des déblais excédentaires et/ou non réutilisés sur le chantier, à savoir l'évacuation vers :

- des centres de traitements :
 - ISDI (Installations de Stockage des Déchets Inertes) ;
 - ISDND (Installations de Stockage des Déchets Non Dangereux) ;
 - ISDD (Installations de Stockage des Déchets Dangereux),
- des centres de valorisation.

et/ou vers une mise en dépôt définitive hors chantier.

Exemple de rédaction proposée à l'entreprise :

Définition (Matériau, poste, rubrique)	Type de déchet	Quantités produites	Traitement prévu par l'entreprise	Méthode proposée	Site potentiel définitif du matériau
Produits de raboitage de chaussées (Agrégats, fraisats)	Non dangereux / Dangereux				
Produits de curage de la buse métallique	Non dangereux / Dangereux				
Bois (souches, coupes, ...) Déchets verts	Non dangereux				
Bétons	Non dangereux				
Déchets ménagers et assimilés (ordures ménagères,...)	Non dangereux				
Déchets chantier (Livraison, emballages, papiers, cartons, polystyrène,..)	Non dangereux				

Palettes de livraison	Non dangereux				
Eaux usées	Non dangereux				
Déblais excédentaires et/ou impropres à la réutilisation en remblais					
Terre végétale					
Protection d'étanchéité					

Rédaction des fiches n° 1-3 : Gestion des déchets de chantier

1. Principaux textes à respecter :

- Code de l'environnement et notamment les articles L541-1 à L542-14 ;
- Loi n° 92-646 du 13 juillet 1992 relative à l'élimination des déchets ainsi qu'aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Avis du 11 novembre 1997 relatif à la Nomenclature des déchets ;
- Circulaire UHC/QC2 n° 2005-18 du 22 février 2005 relative à l'élimination des déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ;
- décret n° 2009-1139 du 22 septembre 2009 relatif à la mise sur le marché des piles et accumulateurs et à l'élimination des piles et accumulateurs usagés et modifiant le code de l'environnement ;
- Ordonnance n° 2020-920 du 29 juillet 2020 relative à la prévention et à la gestion des déchets ;
- décret n° 2021-321 du 25 mars 2021 relatif à la traçabilité des déchets dangereux, des terres excavées et des sédiments ;
- Décret n° 2021-950 du 16 juillet 2021 relatif au tri des déchets de papier, de métal, de plastique, de verre, de textiles, de bois, de fraction minérale et de plâtre ;
- Décret n° 2021-1199 du 16 septembre 2021 relatif aux conditions d'élimination des déchets non dangereux ;
- décret n° 2021-1395 du 27 octobre 2021 relatif à la gestion des huiles usagées et à la responsabilité élargie des producteurs d'huiles minérales ou synthétiques, lubrifiantes ou industrielles
- arrêté du 21 décembre 2021 définissant le contenu des déclarations au système de gestion électronique des bordereaux de suivi de déchets énoncés à l'article R. 541-45 du code de l'environnement, pour les déchets contenant de l'amiante ;
- Décret n° 2022-336 du 10 mars 2022 relatif aux usages et aux conditions de réutilisation des eaux usées traitées ;

Les fiches (1-3-a) et (1-3-b) servent à la traçabilité du traitement des déchets non dangereux du chantier. Le titulaire peut proposer d'autres fiches dans la mesure où elles sont réglementaires et comportent les informations nécessaires au suivi du traitement des déchets.

Le titulaire est tenu de remettre au maître d'œuvre la fiche correspondante à chaque évacuation de déchet.

La fiche n°1-3-c « Gestion des déchets de chantier » doit faire figurer de manière synthétique les dispositions/mesures prises par le titulaire. Les mesures qu'il souhaite mettre en œuvre sont détaillées dans la rédaction du SOPRE (document SOSED). En période de préparation la fiche sera précisée si nécessaire dans le PRE.

Un cadre de rédaction est proposé au titulaire, cependant, si celui-ci dispose d'une démarche de gestion des déchets conforme à tous les textes en vigueur, il peut utiliser son cadre du SOSED. Son cadre doit répondre et renseigner toutes les exigences / prescriptions concernant les déchets détaillées dans la NRE.

2. Mesures synthétisées devant figurer au minimum dans la fiche :

Le détail quantitatif SOSED est réalisé sur la base du détail estimatif et décrit les prestations susceptibles de produire des déchets. Il n'est pas exhaustif et le titulaire se chargera de l'adapter aux déchets des travaux ou autres prévus sur le chantier.

3. Quantité :

Les quantités fournies par le maître d'œuvre sont issues du Détail Estimatif. Elles sont précisées et complétées par le titulaire. Il peut s'agir de mètres précis lorsque cela est possible ou de chutes.

Les autres cases sont remplies par le titulaire conformément aux engagements pris dans le SOPRE.

4. Points d'arrêt :

Il n'a pas été déterminé de points d'arrêt lors de l'analyse des exigences environnementales.

Les points d'arrêt sont fixés à l'article 3.4.

Suivant le déroulement des travaux, le maître d'œuvre se réserve la possibilité de fixer des points d'arrêt.

FICHE 1-4 : Rejets des effluents de chantier

Le titulaire peut proposer une autre rédaction de fiche, sous réserve de la faire valider par le maître d'œuvre pendant la période de préparation.

Cette fiche à compléter par le titulaire doit faire figurer de manière synthétique les dispositions prises et détaillées dans le SOPRE pour répondre aux exigences en matière d'environnement énoncées au titre 2.2.2 du présent NRE. Cette fiche sera précisée lors de la rédaction du PRE.

Exemple de rédaction proposée à l'entreprise :

OBJET :		Respect des obligations en terme de rejets des effluents de chantier	
Activités	Nuisances / type de rejets	Caractéristique du rejet / Points de rejets	Mesures de Protection / Neutralisation
Installations de chantier	Rejets des eaux de ruissellement Rejets des eaux de lavage Rejets des eaux usées Entretien des véhicules et matériels de chantier	MES / Hydrocarbures... Fossés provisoires / Bassins de décantation / Fosse.....	Kit anti-pollution (produits absorbants...) L'entretien des engins sera réalisé.....(hors chantier..., vidange par aspiration...)
Aires de stockage	Rejets des eaux de ruissellement Pollution accidentelle ..... ..... ..... .....	..... .. ..... .. ..... ..	Mise en place de bac de rétention pour le stockage des produits polluants Kit anti-pollution (produits absorbants...) Protection des aires par Mise en place d'un assainissement provisoire.
Piste de chantier	Rejets des eaux de ruissellement ..... .....	..... .. ..... .. ..... ..	Mise en place d'un assainissement provisoire

Phase travaux	Nettoyage des toupies béton	..... ..	Mise en place d'un assainissement provisoire, bassins de décantation
	Pollution accidentelle	.....	traitement des eaux de pompage
	Rejets des eaux de ruissellement	.. .....	Dispositif de filtration des eaux (filtre à paille...)
	Rejets de matières en suspension.	.. ..... .....	..... .....
		
.....
.....
..			
Contrôles			
Moyens d'auto-contrôle de la qualité du rejet			

Rédaction de la fiche n° 1-4 : Rejets des effluents de chantier

1. Principaux textes à respecter :

- le décret 93-743 du 29 mars 1993 modifié relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration en application de la loi sur l'Eau ;
- le règlement local du service d'assainissement ;
- le code de l'environnement.

La fiche n°1-4 « Rejets des effluents de chantier » doit faire figurer de manière synthétique les dispositions/mesures prises par le titulaire. Les mesures qu'il souhaite mettre en œuvre sont détaillées dans la rédaction du SOPRE. En période de préparation la fiche sera précisée si nécessaire dans le PRE.

2. Mesures synthétisées devant figurer au minimum dans la fiche :

Pour toutes les activités concernant les rejets des effluents de chantier, le titulaire complète les nuisances recensées par type de rejet ainsi que leurs caractéristiques. Il propose, pour chacune d'elles, les mesures de protection/neutralisation qu'il compte mettre en place sur cette opération.

3. Contrôles :

Le titulaire précise les contrôles qu'il compte mettre en œuvre afin de vérifier les rejets d'effluents de chantier. Par exemple, par un contrôle visuel (périodicité) sur les mesures mise en place et/ou par des analyses physico-chimiques (MES, DCO, HcTotaux,...).

4. Points d'arrêt :

Les modifications ou aménagements nécessaires au bon fonctionnement de l'assainissement provisoire du chantier devront faire l'objet d'une acceptation préalable du maître d'œuvre, avant tout début de travaux dans la zone concernée.

Les zones de stockages et des équipements de traitement des effluents devront faire l'objet d'une acceptation préalable du maître d'œuvre.

Le titulaire devra fournir des plans d'installation.

FICHE N° 1-5 : Pollution atmosphérique

Le titulaire peut proposer une autre rédaction de fiche, sous réserve de la faire valider par le maître d'œuvre pendant la période de préparation.

Cette fiche à compléter par le titulaire doit faire figurer de manière synthétique les dispositions prises et détaillées dans le SOPRE pour répondre aux exigences en matière d'environnement énoncées au titre 2.2.2 du présent NRE. Cette fiche sera précisée lors de la rédaction du PRE.

Exemple de rédaction proposée à l'entreprise :

OBJET :	Respect des obligations en terme de pollution atmosphérique, des émissions de poussières et des émissions d'odeurs
----------------	---

Activités	Nuisances / Emplacement des sources de pollution potentielles	Mesures de Protection / Moyens utilisés pour diminuer la pollution de l'air
Installations de chantier	........................	....................
Aires de stockage	........................	....................
Piste de chantier	Circulation des engins	Arrosage des pistes Limitation de la vitesse des engins sur les pistes, arrosages, Arrêt des moteurs des engins en stationnement Homologations des engins.
Phase travaux	Matériels de chantier (compresseur.....) Traitement en place brûlage	Les opérations de démolition et les opérations de chargement et déchargement de matériaux seront évitées par grand vent ; La vitesse sera limitée à 30 km/h sur les pistes des zones sensibles à la poussière ; L'échappement et le taux de pollution des véhicules seront conformes aux normes Interdiction de brûler les déchets En phase d'épandage.....
.....

Engins utilisés sur le chantier			
Type d'engin	Certificat conformité homologation	de ou Date de validité de l'homologation	Date du dernier entretien
Documents annexes	Copies des homologations des engins utilisés		

Rédaction de la fiche n° 1-5 : Pollution atmosphérique

1. Principaux textes à respecter :

- loi n° 96-1236 du 30 décembre 1996 sur l'Air et l'Utilisation Rationnelle de l'Energie.
- code de la santé publique ;
- code de l'environnement.

La fiche n°1-5 « Pollution atmosphérique » doit faire figurer de manière synthétique les dispositions/mesures prises par le titulaire. Les mesures qu'il souhaite mettre en œuvre sont détaillées dans la rédaction du SOPRE. En période de préparation la fiche sera précisée si nécessaire dans le PRE.

2. Mesures synthétisées devant figurer au minimum dans la fiche :

L'entreprise complètera pour toutes les activités concernant la pollution atmosphérique, les nuisances et emplacements des sources de pollutions recensées. Elle proposera pour chacune d'elles, les mesures de protection et moyens utilisés pour diminuer la pollution de l'air qu'elle compte mettre en place sur cette opération.

3. Engins utilisés sur le chantier :

L'entreprise synthétisera dans le tableau les éléments demandés correspondants aux homologations des engins.

Il est rappelé que dans le cas de matériel loué, elle demandera à son fournisseur la preuve de cette homologation pour chaque engin loué. Elle **vérifiera** que la date de validité de cette homologation n'est pas dépassée. De plus, Le titulaire vérifiera que les engins utilisés ont été entretenus afin de rester conformes à leur homologation.

Il est rappelé que tout brûlage sur le site est interdit (risque de dégagement de fumées nocives).

4. Points d'arrêt :

Il n'a pas été déterminé de points d'arrêt lors de l'analyse des exigences environnementales.

Les points d'arrêt sont fixés à l'article 3.4.

Suivant le déroulement des travaux, le maître d'œuvre se réserve la possibilité de fixer des points d'arrêt.

FICHE N° 2 : Plan de contrôle de l'entreprise - Application du PRE sur le chantier

Cette fiche est un cadre proposé au titulaire. Il est attendu qu'elle soit mise à jour dans le SOPRE et le PRE par le titulaire selon les enjeux du chantier.

Plan de contrôle de l'Entreprise Application du PRE sur le chantier	
Opération :	
Marché :	Titulaire :
Phase travaux : Prestations sous traitées : <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non Nom du Prestataire :	
Date de visite du chantier :	Fiche n°
Responsable environnement de l'entreprise :	
Fiche rédigée par :	
Autres personnes présentes lors de la visite : <div style="display: flex; justify-content: space-between;"> <div style="width: 45%;"> Titulaire : Autres : </div> <div style="width: 45%; text-align: right;"> Sous traitant : </div> </div>	

Objectif n°1 - Respect des eaux superficielles et souterraines

Assainissement provisoire

<i>Mesures mises en place :</i>	<i>État conforme</i>	<i>État non conforme</i>
• Assainissement provisoire de la base de vie eaux usées, écoulement des eaux,...	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• fossés, cunettes	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• bassins de décantation	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

- passages filtrants ☐ ☐
- maintenance sur site, ☐ ☐

vidange des engins interdite / aire étanche pour les pleins / aire étanche pour les réparations

Autres mesures :

- ☐ ☐
- ☐ ☐

Observations/Mesures correctives :

Traitement d'une pollution accidentelle**Mesures mises en place :****État conforme****État non conforme**

- présence du kit antipollution ☐ ☐

Autres mesures :

- ☐ ☐
- ☐ ☐

Observations/Mesures correctives :

Stockage de produits polluants**Mesures mises en place :
conforme****État conforme****État****non**

- produits identifiés ☐ ☐
- fiche de données de sécurité sur site ☐ ☐
- bacs de rétention / containers ☐ ☐

Autres mesures :

- ☐ ☐
- ☐ ☐

Observations/Mesures correctives :

Confinements

Mesures mises en place : **État conforme** **État non conforme**

- Confinements plates-formes de travail ☐ ☐
- Confinements zones de récupérations ☐ ☐

Autres mesures :

- ☐ ☐
- ☐ ☐

Observations/Mesures correctives :

L'objectif n°1 « Respect des eaux superficielles et souterraines » est atteint :

☐ Oui

☐ Non

Objectif n°2 - Milieux naturels et paysages / Patrimoine et Archéologie

Balísage / Clôtures

Mesures mises en place : **État conforme** **État non conforme**

- balísage des zones sensibles ☐ ☐
- clôtures de chantier ☐ ☐
- accès au chantier fermé ☐ ☐

Autres mesures :

- ☐ ☐
- ☐ ☐

Observations/Mesures correctives :

Zones de dépôts en dehors des zones vulnérables et imperméabilisées

Mesures mises en place : **État conforme** **État non conforme**

- positionnement des zones ☐ ☐
- imperméabilisation des zones ☐ ☐

Autres mesures :

- ☐ ☐

- ☐ ☐

Observations/Mesures correctives :

Respect du planning écologique

Mesures mises en place :
conforme

État conforme

État

non

- respect du planning écologique ☐ ☐

Autres mesures :

- ☐ ☐
- ☐ ☐

Observations/Mesures correctives :

Propreté du chantier et des abords

Mesures mises en place :
conforme

État conforme

État

non

- propreté du chantier et abords ☐ ☐
 - voies attenante (balayeuse)
 - nettoyage roues camions (nettoyeur haute pression ou rotoluve)

Autres mesures :

- ☐ ☐
- ☐ ☐

Observations/Mesures correctives :

Procédure d'accès au chantier

Mesures mises en place :
conforme

État conforme

État

non

- procédure d'accès au chantier ☐ ☐

Autres mesures :

- ☐ ☐
- ☐ ☐

Observations/Mesures correctives :

--

Limitation des nuisances poussières

Mesures mises en place : conforme	État conforme	État	non
• arrosage des pistes	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
• limitation de la vitesse	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

Autres mesures :

- | | | |
|---------|--------------------------|--------------------------|
| • | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| • | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |

Observations/Mesures correctives :

--

L'objectif n°2 « Milieux naturels et paysages / Patrimoine et Archéologie » est atteint :

☐ Oui

☐ Non

Objectif n°3 - Milieu humain et santé publique

Limitation des nuisances air

Mesures mises en place : conforme	État conforme	État	non
• respects des principes définies au PRE lors des phases d'épandages et de malaxage			
traitement aux liants hydrauliques (jupes, vitesse, délai entre épandage et malaxage, respect des conditions climatiques...)		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• circulation sur surface venant d'être traitée aux liants hydrauliques (interdiction)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

- | | | |
|--|--------------------------|--------------------------|
| • respects des principes définies au PRE lors des phases de rabotages de chaussées | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
|--|--------------------------|--------------------------|

Autres mesures :

- | | | |
|---------|--------------------------|--------------------------|
| • | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| • | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |

Observations/Mesures correctives :

--

--

Limitation des nuisances bruit :**Mesures mises en place :
conforme****État conforme****État****non**

- conformité des engins de chantier

☐☐**Autres mesures :**

-
-

☐☐☐☐

Observations/Mesures correctives :

--

L'objectif n°3 « Milieu humain et santé publique » est atteint :☐ **Oui**☐ **Non**

Objectif n°4 - Gestion des déchets

Bennes de stockage / lieux identifiés

Mesures mises en place : conforme	État conforme	État	non
• présence de bennes de stockage	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
• identification des bennes	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

Autres mesures :

- | | | | |
|---------|--|--------------------------|--------------------------|
| • | | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| • | | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |

Observations/Mesures correctives :

Évacuation des déchets - Bordereaux de suivi

Mesures mises en place : conforme	État conforme	État	non
• Bordereaux produits par l'entreprise	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
• Bordereaux remis au MOE	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

Autres mesures :

- | | | | |
|---------|--|--------------------------|--------------------------|
| • | | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| • | | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |

Observations/Mesures correctives :

L'objectif n°4 « Gestion des déchets » est atteint :

☐ Oui

☐ Non

FICHE N°3 : Fiche de Non-Conformité Environnemental du chantier

Fiche n° :	Date :
Opération :	
Entreprise concernée :	

DESCRIPTION DE LA NON CONFORMITÉ	
Domaine concerné :	➤ Application du PRE À adapter au chantier : ➤ Document spécifique : SOSED
Anomalies constatées :	

DESCRIPTION DES MESURES DE RÉPARATION
Actions correctives proposées par l'entreprise :

DECISION DU MAÎTRE D'ŒUVRE
Accord sur les actions correctives proposées par l'entreprise ➤ oui ➤ non Complément du maître d'œuvre sur les actions correctives proposées par l'entreprise Délai de Réalisation :
Date et visa du maître d'œuvre

CONSTAT DU TRAITEMENT DE LA NON-CONFORMITÉ
Mise en conformité réalisée le :
Date et visa du maître d'œuvre

FICHE N°4 : MOE / Fiche de suivi environnemental sur le chantier
Application du PRE

La présente fiche est utilisée **par la maîtrise d'œuvre** pour le suivi environnemental du chantier. Elle peut évoluer en fonction des activités du chantier.

Elle est complétée par les photos prises sur le chantier lors des visites.

Fiche de suivi environnemental sur le chantier
Application du PRE

Opération :

Marché _____ - Titulaire _____

Date de visite du chantier	Le : __/__/__	Entreprise concernée : Représentée par :	_____
par	_____		
accompagné de	_____		

Fiche n° xx		Rédigée par : _____	
Phase travaux : _____			

1 - RESPECT DES EAUX SUPERFICIELLES ET SOUTERRAINES :

Assainissement provisoire :

- fossés, cunettes ☐ R.A.S ☐ Observations ☐ Écart
- bassins de décantation ☐ R.A.S ☐ Observations ☐ Écart
- passages filtrants ☐ R.A.S ☐ Observations ☐ Écart
- maintenance sur site ☐ R.A.S ☐ Observations ☐ Écart

Vidange des engins interdite, aire étanche pour les pleins, aire étanche pour les réparations.

Observations :

(Photo)

Traitement d'une pollution accidentelle :

- présence du kit anti-pollution ☐ R.A.S ☐ Observations ☐ Écart

Observations :

(Photo)

Stockage de produits polluants :

- produits identifiés ☐ R.A.S ☐ Observations ☐ Écart
- fiche de données de sécurité sur site ☐ R.A.S ☐ Observations ☐ Écart
- bacs de rétention / containers ☐ R.A.S ☐ Observations ☐ Écart

Observations :

(Photo)

Confinements :

- Confinement plates-formes de travail ☐ R.A.S ☐ Observations ☐ Écart
- Confinement zones de récupération ☐ R.A.S ☐ Observations ☐ Écart

Observations :

(Photo)

2 - MILIEUX NATURELS ET PAYSAGES / PATRIMOINE ET ARCHÉOLOGIE

Balisage / Clôtures :

- balisage des zones sensibles ☐ R.A.S ☐ Observations ☐ Écart
- clôtures de chantier ☐ R.A.S ☐ Observations ☐ Écart
- accès au chantier fermé ☐ R.A.S ☐ Observations ☐ Écart

Observations :

(Photo)

Zones de dépôts en dehors des zones vulnérables et imperméabilisées :

- positionnement des zones ☐ R.A.S ☐ Observations ☐ Écart
- imperméabilisation des zones ☐ R.A.S ☐ Observations ☐ Écart

Observations :

(Photo)

Respect du planning écologique :

- respect du planning écologique ☐ R.A.S ☐ Observations ☐ Écart

Observations :

(Photo)

Propreté du chantier et des abords :

- propreté du chantier et abords ☐ R.A.S ☐ Observations ☐ Écart
 - voies attenante (balayeuse)
 - nettoyage roues camions (nettoyeur haute pression ou rotoluve)

Observations :

(Photo)

Procédure d'accès au chantier :

- procédure d'accès au chantier ☐ R.A.S ☐ Observations ☐ Écart

Observations :

(Photo)

Limitation des nuisances poussières :

- arrosage des pistes ☐ R.A.S ☐ Observations ☐ Écart
- limitation de la vitesse ☐ R.A.S ☐ Observations ☐ Écart

Observations :

(Photo)

3 - MILIEU HUMAIN ET SANTÉ PUBLIQUE

Limitation des nuisances air :

- respects des principes définies au PRE lors des phases d'épandages et de malaxage traitement aux liants hydrauliques
(jupes, vitesse, délai entre épandage et malaxage, respect des conditions climatiques...)

☐ R.A.S ☐ Observations ☐ Écart

- circulation sur surface venant d'être traitée aux liants hydrauliques (interdiction)

☐ R.A.S ☐ Observations ☐ Écart

- respects des principes définies au PRE lors des phases de rabotages de chaussées

☐ R.A.S ☐ Observations ☐ Écart

Observations :

(Photo)

Limitation des nuisances bruit :

- conformité des engins de chantier ☐ R.A.S ☐ Observations ☐ Écart

Observations :

(Photo)

4 - GESTION DES DÉCHETS

Bennes de stockage / lieux identifiés :

- présence de bennes de stockage ☐ R.A.S ☐ Observations ☐ Écart
- identification des bennes ☐ R.A.S ☐ Observations ☐ Écart

Observations :

(Photo)

--

Évacuation des déchets - Bordereaux de suivi :

- Bordereaux produits par l'entreprise ☐ R.A.S ☐ Observations ☐ Écart
- Bordereaux remis au MOE ☐ R.A.S ☐ Observations ☐ Écart

Observations :

(Photo)